



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE
DANS L'UEMOA**

Quatrième trimestre 2012



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA
BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)
Tél. : +221 33 839 05 00
Télécopie : +221 33 823 93 35
Télex : BCEAO 21833 SG /
21815 SG / 21530 SG / 21597 SG
Site internet : <http://www.bceao.int>

Directeur de Publication

Bassambié BATIONO

*Directeur de la Recherche
et de la Statistique*

Email : courrier.zdrs@bceao.int

Impression :

Imprimerie de la BCEAO
BP : 3108 - DAKAR

ISSN 08505756

NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE DANS L'UEMOA ^(*)

Quatrième trimestre 2012

() Publiée deux mois après la fin du trimestre sous revue.*

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	5
POINTS SAILLANTS AU QUATRIEME TRIMESTRE 2012	6
I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	7
1.1 – Activité économique dans le monde	7
1.2 – Prix sur les marchés internationaux de biens et services	8
1.2.1 - Evolution des prix chez les principaux partenaires	8
1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières	8
1.3 – Marchés financiers mondiaux	11
1.3.1 - Taux de change des principales devises	11
1.3.2 - Principaux indicateurs sur les marchés financiers internationaux	11
II - CONJONCTURE INTERNE	12
2.1 – Secteur réel	12
2.1.1 - Activité économique	12
a) <i>Activité industrielle</i>	13
b) <i>Taux d'utilisation des capacités, coûts salariaux et effectifs employés</i>	15
c) <i>Bâtiments et travaux Publics</i>	15
d) <i>Activité commerciale</i>	16
e) <i>Services marchands</i>	17
2.1.2 - Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité	18
a) <i>Evolution de l'inflation</i>	18
b) <i>Evolution de la compétitivité</i>	23
2.2 – Finances Publiques	24
2.3 – Secteur extérieur	25
2.4 – Secteur monétaire et financier	26
2.4.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union	26
2.4.2 - Evolution du marché monétaire	26
2.4.3 - Evolution des conditions de banque dans l'Union	28
2.4.4 - Evolution du marché financier	30
2.4.5 - Evolution des conditions monétaires	31
III – PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES	31
3.1 – Perspectives économiques mondiales	31
3.2 – Perspectives d'inflation	33
ANNEXES	35

AVANT-PROPOS

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO a pour ambition de présenter au public, la perception de la Banque Centrale relative aux grandes tendances économiques et monétaires dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La note est centrée sur l'analyse des principaux indicateurs de conjoncture aux plans interne et international. Les informations sur la conjoncture interne sont essentiellement collectées sur la base d'enquêtes réalisées par la BCEAO. Les tendances économiques lourdes, découlant des anticipations des opérateurs économiques, sont également évoquées.

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO contribue au renforcement de la diffusion de l'information économique dans les pays de l'UEMOA. La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'en améliorer la qualité.

Le Directeur de Publication

POINTS SAILLANTS AU QUATRIEME TRIMESTRE 2012

La conjoncture économique internationale au quatrième trimestre 2012 a été caractérisée par l'atonie de la demande mondiale et les tensions géopolitiques dans certaines régions du monde, notamment au Moyen Orient et en Afrique Occidentale. Elle s'est ressentie également de la morosité économique au Royaume-Uni et aux conséquences de l'ouragan Sandy, qui a frappé les Etats-Unis en octobre 2012.

Dans l'UEMOA, la conjoncture économique reste bien orientée. Au quatrième trimestre 2012, en glissement annuel, l'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 4,6% et celui du chiffre d'affaires s'est accru de 7,5%.

Le taux d'inflation dans l'UEMOA, en glissement annuel, est passé de 2,9% à fin septembre 2012 à 3,3% à fin octobre 2012, avant de s'orienter à la baisse en se situant à 3,2% à fin novembre 2012 et 2,8% à fin décembre 2012. Cette évolution de l'inflation est liée essentiellement à la remontée des prix des légumes et des tubercules dans certains pays, ainsi qu'à celle des frais d'enseignement supérieur, notamment en Côte d'Ivoire. Elle est également due à la progression du prix de l'essence vendue en vrac au Bénin, où les Autorités de ce pays ont pris la décision d'interdire le commerce informel de carburants.

La position concurrentielle de l'Union, appréciée à partir de l'indice du taux de change effectif réel (TCER), indique, en glissement annuel, un gain de compétitivité de 2,9% au quatrième trimestre 2012, après celui de 4,1% enregistré le trimestre précédent. Cette évolution est en liaison essentiellement avec la dépréciation de l'euro par rapport au dollar américain.

Les conditions monétaires dans l'Union se sont assouplies, l'indice ayant replié de 0,2%, en glissement annuel. Cette évolution résulte essentiellement de la diminution du taux de change effectif nominal, atténuée par une légère hausse du taux d'intérêt du marché interbancaire à un jour.

Au plan de la politique monétaire, la BCEAO a continué de soutenir les établissements de crédit à travers l'offre de liquidités dans le cadre de ses adjudications régionales. Une baisse des taux a été observée sur le marché des adjudications et sur le marché interbancaire.

Les conditions de banque ont été marquées par une contraction des taux d'intérêt débiteurs au niveau de l'Union au quatrième trimestre 2012, après une hausse relevée au troisième trimestre. Hors prêts au personnel des banques, charges et taxes, le taux d'intérêt débiteur moyen s'est situé à 7,89% au quatrième trimestre 2012 contre 7,97% au trimestre précédent.

En perspective, la progression des prix serait de 2,9% au premier trimestre 2013, en baisse par rapport au trimestre précédent. La décélération de l'inflation résulterait de la baisse des prix des céréales dans les pays sahéliens.

I – ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1 – Activité économique dans le monde

Ralentissement de l'activité économique mondiale.

La conjoncture économique internationale au quatrième trimestre 2012 a été caractérisée par l'atonie de la demande mondiale et les tensions géopolitiques dans certaines régions du monde, notamment au Moyen Orient et en Afrique Occidentale. Elle s'est ressentie également de la morosité économique au Royaume-Uni et aux conséquences de l'ouragan Sandy, qui a frappé les Etats-Unis en octobre 2012. Aux Etats-Unis, le quatrième trimestre 2012 est marqué par une contraction inattendue du produit intérieur brut réel, en glissement annuel. Selon le Département du Commerce, le taux de croissance de l'économie américaine a accusé une légère baisse, de 0,1% pour la première fois depuis la récession de 2007-2009, dans un contexte de ralentissement de la reconstitution des stocks des entreprises et de forte réduction des dépenses de l'Etat. Au plan de la politique monétaire, la Fed a poursuivi sa politique monétaire ultra-accommodante, en annonçant un nouveau programme d'achats de titres du Trésor (45 milliards US/mois) qui devrait s'étaler sur toute l'année 2013.

Poursuite du repli du PIB dans la Zone euro.

Dans la **Zone euro**, le mécanisme d'intervention de la BCE sur les marchés de la dette publique et l'annonce d'avancées sur le plan institutionnel au niveau de la zone euro, notamment l'Union bancaire, ont contribué à une détente significative des taux d'intérêt sur la dette publique de certains pays de l'Europe. En particulier en Espagne, les taux d'intérêt à 10 ans sur la dette publique sont passés de près de 7,5% avant l'annonce de la BCE à moins de 5,5% en mi-décembre 2012. En dépit de ces mesures, le produit intérieur brut de la Zone ressortirait en baisse de 0,3% au quatrième trimestre 2012, après un repli de 0,1% au troisième trimestre 2012.

Au **Royaume-Uni**, le taux de croissance du produit intérieur brut s'est contracté au quatrième trimestre 2012, après un fort rebond au troisième trimestre, tiré par les effets des Jeux Olympiques. Selon l'Office nationale des statistiques, le PIB ressortirait en repli de 0,3% par rapport au trimestre précédent au cours duquel il a progressé de 0,9%.

Au **Japon**, après un rebond de l'activité économique au premier semestre 2012, le taux de croissance du PIB est ressorti en baisse de 0,9% et 0,2% respectivement au troisième et quatrième trimestres de l'année 2012. Cette situation est liée, en partie, à l'affaiblissement des subventions gouvernementales, ainsi qu'au recul de l'investissement productif et des exportations.

Rebond du PIB de la Chine au quatrième trimestre 2012.

En **Chine**, après sept trimestres de ralentissement de l'activité économique, le produit intérieur brut a rebondi au quatrième trimestre 2012. Selon les chiffres publiés par le Bureau national de la statistique, la croissance du PIB ressortirait à 7,9% au dernier trimestre de l'année 2012, sous l'impulsion d'un fort redressement des exportations au dernier mois du trimestre.

1.2 – Prix sur les marchés internationaux de biens et services

1.2.1 – Evolution des prix chez les principaux partenaires

Taux d'inflation en baisse dans les pays développés.

Le taux d'inflation s'est inscrit en baisse au quatrième trimestre 2012 dans les pays développés partenaires de l'UEMOA. Dans la Zone euro, le taux d'inflation en glissement annuel s'est établi à 2,2% à fin décembre 2012 contre 2,6% à fin septembre 2012, en rapport avec une décélération de la progression des prix des carburants et des combustibles liquides. Aux Etats-Unis, le taux d'inflation en glissement annuel est passé de 2,0% à fin septembre 2012 à 1,7% à fin décembre 2012.

Dans les pays environnants de l'Union, une décélération de l'inflation a été observée au Ghana contre une accentuation de la hausse des prix au Nigeria. Au Nigeria, le taux d'inflation est passé de 11,3% à fin septembre 2012 à 12,0% à fin décembre 2012. Au Ghana, le taux d'inflation en glissement annuel est ressorti à 8,8% à fin décembre 2012 contre 9,4% à fin septembre 2012. Les tensions sur les prix dans ces pays restent liées au renchérissement des produits alimentaires et à la hausse des prix des produits pétroliers. En particulier, les prix des produits pétroliers ont augmenté au Nigeria à la suite de la réduction de la subvention des prix des carburants décidée par le Gouvernement, à partir de janvier 2012.

	Moyenne (en %)		Glissement annuel (en %)				
	2011	2012	déc-11	sept-12	oct-12	nov-12	déc-12
Zone euro	2.7	2.5	2.7	2.6	2.5	2.2	2.2
Etats-Unis	3.2	2.1	3.0	2.0	2.2	1.8	1.7
Japon	0.0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.4	-0.2	-0.1
Ghana	8.7	9.1	8.6	9.4	9.2	9.3	8.8
Nigeria	10.9	12.2	10.3	11.3	11.7	12.3	12.0
UEMOA	3.9	2.4	2.5	2.9	3.3	3.2	2.8

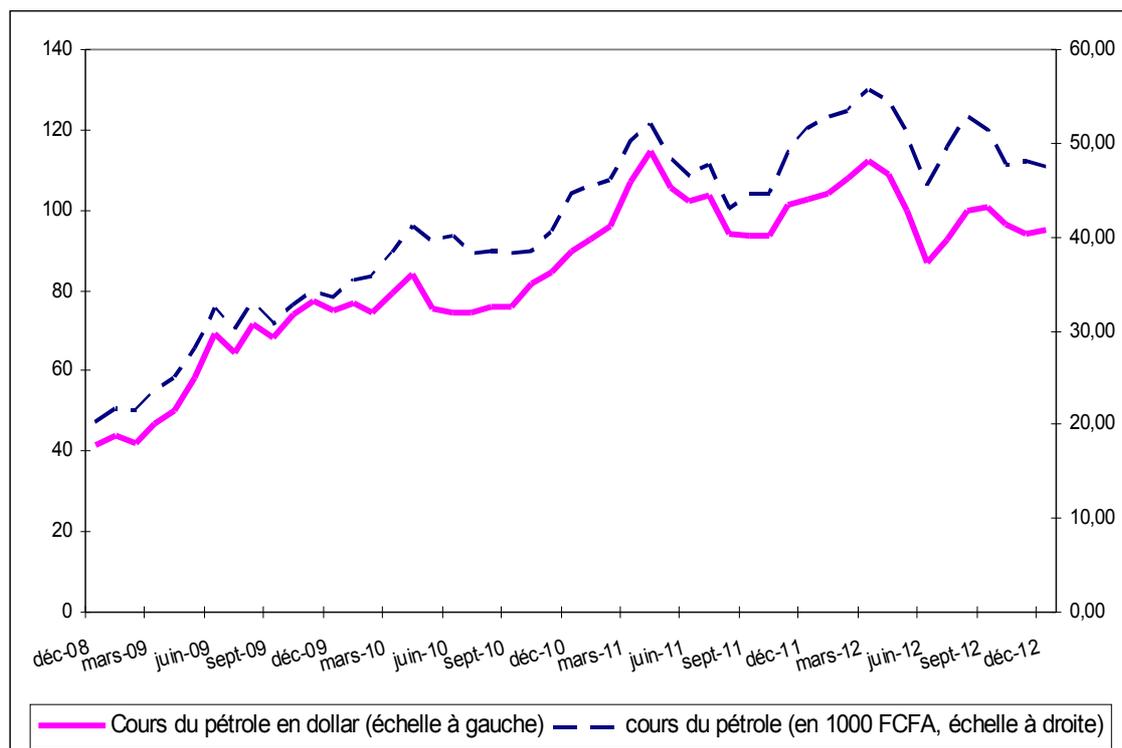
Sources : EUROSTAT, INS, BCEAO.

1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières

Baisse des cours du baril de pétrole brut.

Les cours mondiaux du pétrole brut se sont inscrits en baisse au quatrième trimestre 2012 dans le prolongement de la tendance observée depuis le deuxième trimestre 2012. Cette évolution résulte essentiellement de l'incertitude qui pèse sur la croissance mondiale, notamment dans la Zone euro. Les cours moyens du pétrole brut (WTI, BRENT, DUBAI) sont ressortis 95,3 dollars au quatrième trimestre 2012 contre 97,8 dollars au trimestre précédent, soit un repli de 2,5%. Exprimés en franc CFA, les cours du pétrole brut ont baissé de 6,7% au quatrième trimestre 2012.

Graphique 1 : Evolution du prix du pétrole brut

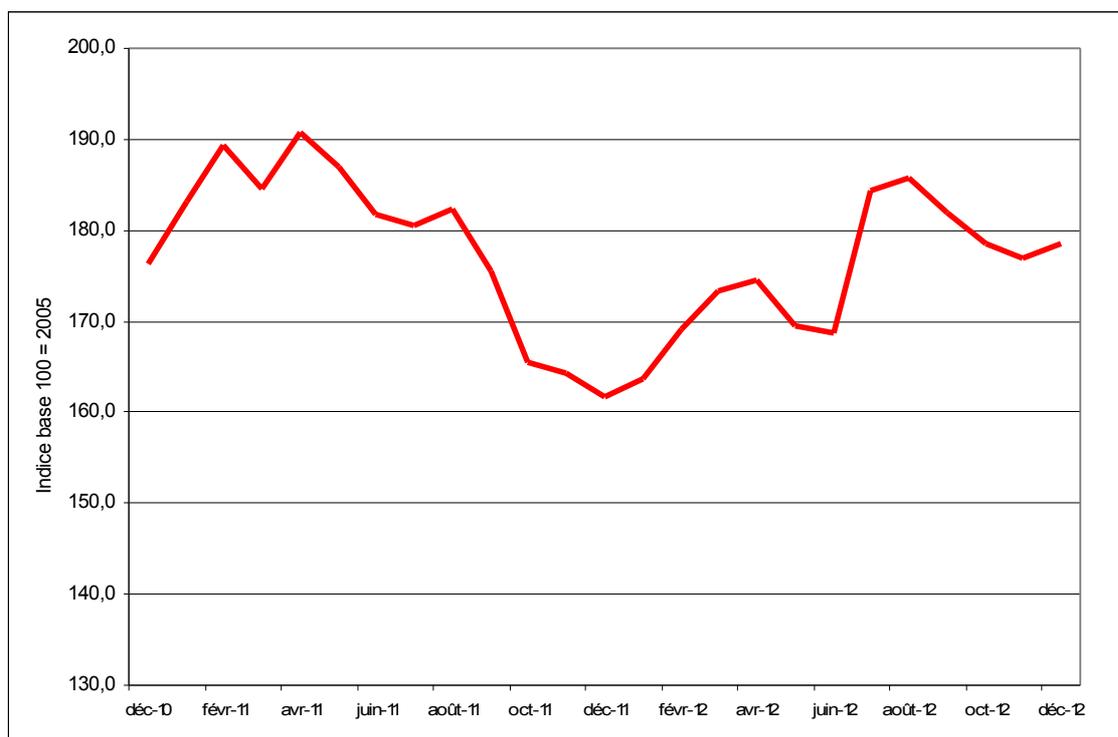


Baisse des cours internationaux des denrées alimentaires.

Les cours mondiaux des produits alimentaires se sont inscrits en baisse au quatrième trimestre 2012, en rupture avec l'orientation haussière observée depuis le début de l'année. Ils ont enregistré une baisse de 3,3% au quatrième trimestre contre une progression de 7,7% au troisième trimestre 2012. Cette évolution est imprimée principalement par les prix du sucre et des produits laitiers qui ont baissé respectivement de 7,6% et 11,6%, atténuée toutefois par l'évolution des prix du blé qui ont progressé de 29,9%. En particulier, la baisse du prix du sucre est imputable à une progression de la production.

En effet, selon « The Economist Intelligence Unit », la production de sucre de la campagne 2011/2012 s'est accrue de 4,1%, alors que la consommation devrait croître de 2,4%. Les cours du riz sont restés globalement stable au quatrième trimestre 2012, en rapport avec de bonnes perspectives de récoltes. En revanche, les cours du blé ont poursuivi leur orientation haussière, en liaison avec notamment la baisse de la production mondiale consécutive à la sécheresse qui a frappé les Etats-Unis, et une grande partie de l'Europe et de l'Asie centrale.

Graphique 2 : Evolution de l'indice des produits alimentaires du FMI



Baisse des cours du coton et du caoutchouc.

Les cours des principaux produits agricoles exportés par l'Union ont globalement baissé au quatrième trimestre 2012. Le repli a atteint 6,1% pour le café et 2,5% pour le coton. Sur un an, les cours du coton et du caoutchouc ont chuté respectivement de 20,6% et 16,0%. La baisse des cours du coton résulte d'une hausse de la production conjuguée à des achats moins importants de la Chine. Celle de caoutchouc est due à la baisse de la demande du secteur de la pneumatique notamment en Chine et en Inde.

		4 T 2011	1 T 2012	2 T 2012	3 T 2012	4 T 2012	Variation trimestrielle	Glissement annuel
Café Robusta	OICC en cents par livre	95,9	98,7	104,0	105,1	98,6	-6,1	2,9
Cacao	OICC en cents par livre	112,2	106,1	102,5	112,9	111,4	-1,4	-0,7
Coton	N.Y. 2è en cents par livre	103,4	100,4	90,3	84,2	82,1	-2,5	-20,6
Caoutchouc	IRA en cents-euro/Kg	275,0	287,5	266,2	229,3	231,0	0,7	-16,0

Sources : Reuters, BCEAO.

1.3 – Marchés financiers mondiaux

1.3.1 - Taux de change des principales devises

Evolution favorable de l'euro par rapport aux principales devises.

Au quatrième trimestre 2012, la monnaie commune européenne a connu une évolution favorable vis-à-vis des principales devises, nonobstant le contexte d'incertitude économique dans la Zone euro. Comparé au trimestre précédent, l'euro s'est apprécié de 2,0%, 2,3 et 13,2% respectivement face au dollar américain, à la livre sterling et au yen japonais.

	Cours au 31/12/2012	Cours au 30/09/2012	Cours au 31/12/2011	Variation trimestrielle	Glissement annuel	Variation sur 2012 *	Variation sur 2011
EURO en DOLLAR US	1,3194	1,2930	1,2939	2,0	2,0	2,0	-3,2
EURO en LIVRE STERLING	0,8161	0,7981	0,8353	2,3	-2,3	-2,3	-3
EURO en YEN JAPONAIS	113,61	100,37	100,2	13,2	13,4	13,4	-7,8

Sources : Reuters, BCEAO.

* cours au 31/12/2012 comparé au 31/12/2011

En glissement annuel, la monnaie européenne a confirmé son orientation à la hausse par rapport aux principales devises, à l'exception de la livre sterling.

Au plan de la politique monétaire, le mécanisme d'intervention de la BCE sur les marchés de la dette publique conjuguée aux avancées enregistrées sur le plan institutionnel au niveau de la Zone euro, notamment l'Union bancaire, ont contribué à une détente significative des taux d'intérêt sur la dette publique de certains pays de l'Europe.

1.3.2 - Principaux indicateurs sur les marchés financiers internationaux

Evolution contrastée des indices boursiers sur les principales places.

Les principales places boursières ont clôturé la séance de fin décembre 2012 par des évolutions contrastées comparées à fin septembre 2012, sous l'effet de l'annonce de la poursuite du mécanisme d'intervention sur les marchés de dettes publiques de la BCE et de la politique monétaire ultra-accommodante de la FED.

Ainsi, les principales places boursières américaines tirées par le NASDAQ, le Dow Jones et le SP 500 ont enregistré des baisses respectives de 3,1%, 2,5% et 1,0% d'un trimestre à l'autre. En revanche, les places européennes accompagnées par celle de Japon ont connu une évolution favorable. En effet, le CAC 40 en France, le DAX en Allemagne et le FOOTSIÉ à Londres ont progressé de 8,5%, 5,5% et 2,7% respectivement, au cours du trimestre sous revue. Quant à NIKKEI, il a augmenté de 17,2% à la fin du quatrième trimestre 2012.

Par ailleurs, toutes les places boursières ont enregistré des hausses en glissement annuel, en particulier le DAX (+29,1%), le NASDAQ (15,9%) et le CAC 40 (+15,2%).

		Cours au 31/12/2012	Cours au 30/09/2012	Cours au 31/12/2011	Variation trimestrielle	Glissement annuel	Variation sur 2012 *	Variation sur 2011
S&P 500	USA	1 426	1 441	1 258	-1,0	13,4	13,4	0,0
Dow Jones Industrial	USA	13 104	13 437	12 218	-2,5	7,3	7,3	5,5
CAC 40	France	3 641	3 355	3 160	8,5	15,2	15,2	-17,0
FOOTSIE 100	Grande Bretagne	5 898	5 742	5 572	2,7	5,8	5,8	-5,0
NIKKEI 225	Japon	10 395	8 870	8 455	17,2	12,9	12,9	-17,3
DAX	Allemagne	7 612	7 216	5 898	5,5	29,1	29,1	-14,7
NASDAQ	USA	3 020	3 116	2 605	-3,1	15,9	15,9	-3,5

Sources : Reuters, BCEAO.

* cours au 31/12//2012 comparé au 31/12/2011

II - CONJONCTURE INTERNE

2.1 – Secteur réel

2.1.1 - Activité économique

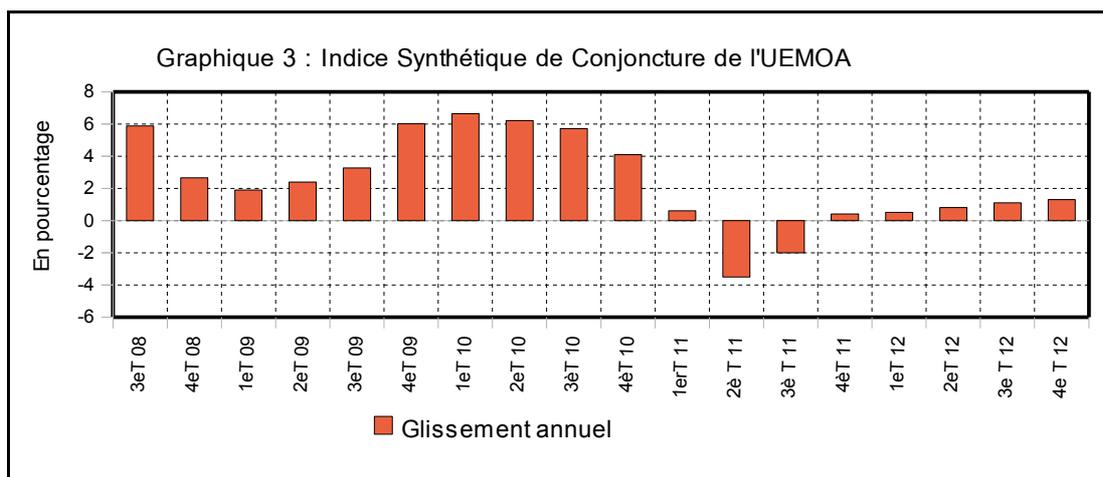
Les résultats provisoires de la campagne agropastorale 2012/2013 font état d'une augmentation de la production céréalière brute sur l'ensemble des pays de l'UEMOA. Selon les chiffres de novembre 2012 publiés par le Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), le niveau de la production céréalière, dans la Zone UEMOA est évaluée à 22.491.000 tonnes pour la campagne agricole 2012/2013, soit une hausse de 21,8% par rapport à la précédente campagne.

Les estimations par pays indiquent une hausse de la production céréalière de 33,6% au Burkina, 34,5% au Niger, 20,3% au Mali, 12,2% au Togo, 11,1% au Sénégal, 6,9% au Bénin et 4,4% en Côte d'Ivoire. En revanche, une baisse de 11,5% est relevée en Guinée-Bissau. Comparée à la moyenne des cinq dernières années (2007-2011), la production céréalière est en hausse de 21,9% au niveau global de l'Union.

Evolution favorable de la conjoncture économique dans l'UEMOA.

Les résultats satisfaisants enregistrés de la campagne agricole 2012/2013 ont contribué au renforcement de la bonne orientation de l'activité économique dans les pays de l'Union. Celle-ci a maintenu sa tendance haussière entamée depuis le quatrième trimestre 2011. Au cours du dernier trimestre 2012, l'indicateur synthétique de conjoncture (ISC) a enregistré une hausse, soutenue par la bonne tenue de l'activité dans le secteur industriel, dans le commerce et dans les services marchands¹.

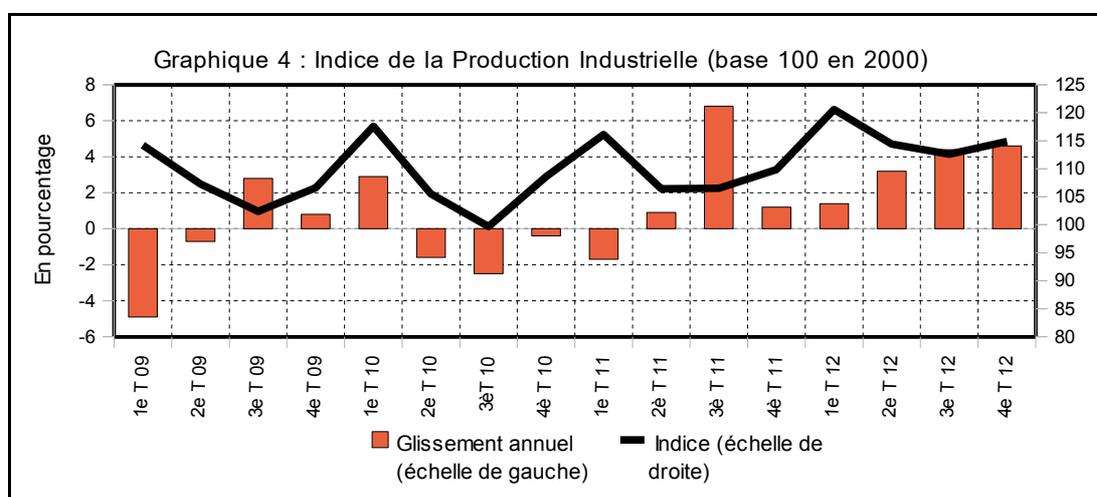
1. Les analyses sont effectuées sur la base des indicateurs de soldes d'opinions, sauf pour les activités industrielles et commerciales.



a) Activité industrielle

La production industrielle a enregistré une hausse au quatrième trimestre 2012, par rapport au trimestre précédent. L'indice de la production industrielle a ainsi progressé de 2,5 points de pourcentage, après le repli de 2,0 points du troisième trimestre 2012. Cette évolution est relevée dans l'ensemble des secteurs d'activités.

La bonne orientation de l'activité dans le secteur des mines (+8,9%) traduit le retour à la normale de l'extraction de pétrole brut et de gaz en Côte d'Ivoire, après une phase d'interruption, consécutive aux travaux de maintenance. Elle reflète également la hausse de la production d'or au Mali et d'uranium au Niger, conformément au planning établi en début d'année par les sociétés minières. Dans le secteur manufacturier (+9,0%), l'accroissement de l'indice est saisonnier et concerne notamment les industries textiles dans les pays de l'Union, dont la production est liée à celle du coton. L'indice a été influencé également par la reprise de l'activité dans les unités de transformation des produits pétroliers raffinés, principalement en Côte d'Ivoire. Concernant la production énergétique, la progression est induite par l'accroissement de la production d'électricité, en particulier, en Côte d'Ivoire (+16,9%), au Mali (+10,9%) et au Burkina (+6,4%).



Maintien à la hausse de l'indice de la production industrielle, en glissement annuel.

A l'intervalle d'un an, l'évolution favorable de l'indice de la production industrielle s'est confirmée au dernier trimestre de l'année 2012. En effet, l'indice est ressorti en hausse de 4,6% par rapport à son niveau de la même période de l'année précédente. Les progressions sont relevées dans le secteur manufacturier, celui de l'énergie et dans le secteur des mines.

Dans la branche manufacturière, l'indice de la production est en hausse de 13,6%, en glissement annuel, au quatrième trimestre 2012. Cette évolution est soutenue par le dynamisme des unités de transformation agro-alimentaire et de textile, dans presque tous les pays de l'UEMOA, en liaison avec les résultats encourageants de la campagne agricole 2012/2013. En particulier, pour le textile, l'indice a sensiblement progressé au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Mali. La production des industries manufacturières s'est également améliorée par rapport à l'année précédente grâce aux unités de raffinage de pétrole, principalement en Côte d'Ivoire, après des travaux de maintenance.

Dans le secteur de l'énergie, l'indice de la branche « électricité, gaz et eau » est en hausse de 12,4% par rapport à l'année précédente. Cette performance s'explique par la hausse de la production dans tous les pays de l'Union, notamment au Burkina (+33,2%), en Côte d'Ivoire (+15,2%) et au Bénin (+6,7%).

Dans le secteur des mines, l'évolution de l'indice (+4,3%) en glissement annuel continue d'être influencée par la production d'or au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Mali. La bonne tenue dans ce secteur est également liée à la progression des capacités de production d'uranium au Niger et de phosphates au Togo.

Tableau 5 : Variation de l'indice de la production industrielle							
	Variation trimestrielle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	3 ^e T 2012	4 ^e T 2012*	4 ^e T 2011	3 ^e T 2012	4 ^e T 2012*	2011	2012**
Bénin	-4,2	-18,7	13,2	48,7	10,5	12,6	16,0
Burkina	-13,4	12,6	-22,2	24,1	29,5	-2,4	6,0
Côte d'Ivoire	10,4	6,7	3,2	5,8	17,0	0,2	8,4
Guinée-Bissau	7,1	6,1	33,7	-2,7	-8,8	19,2	-4,2
Mali	-16,7	-12,5	22,8	-2,9	-0,9	4,6	-1,2
Niger	-10,2	10,4	-17,1	-4,2	5,8	-6,6	6,2
Sénégal	-10,0	2,5	-0,3	-5,3	-3,2	7,7	-1,8
Togo	6,3	-2,5	7,2	11,2	1,4	14,1	7,6
UEMOA	-2,0	2,5	1,2	4,4	4,6	2,4	3,3

Source : BCEAO.

* Données provisoires pour novembre et décembre 2012

** moyenne sur l'année 2012

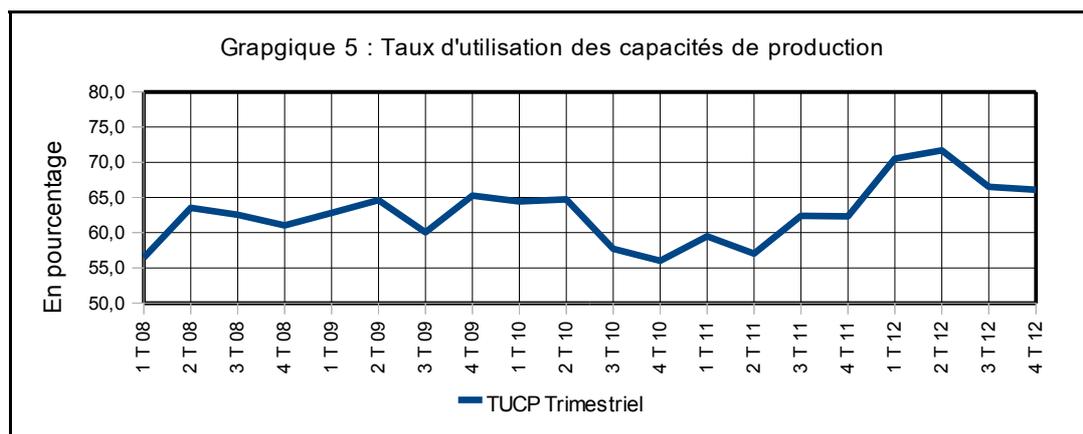
Au quatrième trimestre 2012, l'indice de la production industrielle s'est accru, en glissement annuel, de 29,5% au Burkina, 17,0% en Côte d'Ivoire, 10,5% au Bénin, 5,8% au Niger et 1,4% au Togo. En revanche, l'indice a reculé en Guinée-Bissau (-8,8%), au Sénégal (-3,2%) et au Mali (-0,9%).

En moyenne sur l'ensemble de l'année 2012, l'indice de la production industrielle a enregistré une augmentation de 3,3% contre 2,4% au cours de l'année 2011.

b) Taux d'utilisation des capacités de production, coûts salariaux et effectifs employés

Au quatrième trimestre 2012, le taux d'utilisation des capacités de production des entreprises est ressorti à 66,1%, en léger repli de 0,3 point par rapport au trimestre précédent. Comparé à la même période de l'année passée, le taux d'utilisation des capacités de production des entreprises est en hausse de 3,8 points. La hausse en glissement annuel est notamment imputable à la progression enregistrée en Côte d'Ivoire (11,5 points), au Togo (5,2 points) et au Bénin (4,7 points). Par pays, le taux d'utilisation des capacités de production des entreprises industrielles s'est établi à 76,8% au Niger, 74,0% en Côte d'Ivoire, 71,1% au Bénin, 60,8% au Sénégal, 58,6% au Togo, 53,0% en Guinée-Bissau, 47,1% au Burkina et 41,2% au Mali au cours de la période sous revue.

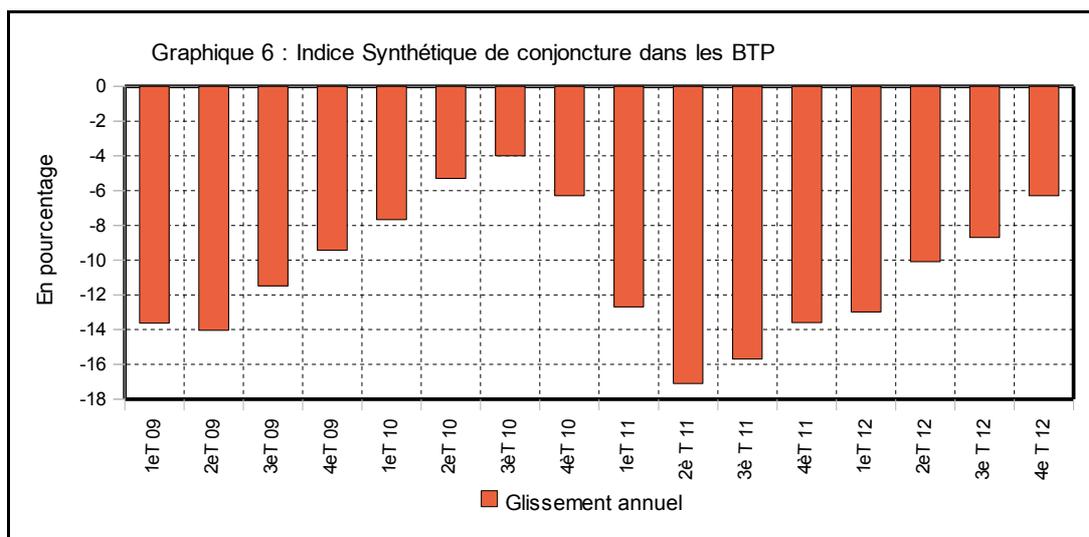
S'agissant des coûts salariaux, une hausse est observée, en glissement annuel, au quatrième trimestre 2012. Quant aux effectifs employés, il est apparu une légère progression des personnels permanents dans les entreprises au quatrième trimestre 2012. En revanche, la tendance des salariés non permanents est ressortie stable par rapport à l'année précédente.



c) Bâtiments et travaux publics

Ralentissement de l'activité dans les BTP.

Le repli de l'activité dans le secteur des BTP en glissement annuel s'est maintenu à un rythme moins prononcé au quatrième trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent. Cette situation est en rapport avec le recul observé dans les mises en chantier et les nouveaux contrats, au cours du dernier trimestre de l'année.



La décélération du rythme baissier dans le secteur des BTP est liée en partie aux importants projets d'investissement public entrepris dans certains pays de l'Union. Une amélioration de l'activité a été enregistrée en Côte d'Ivoire, tandis qu'une stabilité est observée au Bénin, au Burkina, au Sénégal et au Togo. L'activité demeure morose en Guinée-Bissau, au Mali et au Niger.

d) Activité commerciale

Progression de l'activité dans le secteur du commerce.

La tendance haussière du chiffre d'affaires dans le commerce, observée depuis le troisième trimestre 2011, s'est poursuivie au quatrième trimestre 2012, après une rupture enregistrée au trimestre précédent. En effet, l'indice s'est accru de 4,1% par rapport au trimestre précédent. Cette hausse trimestrielle est liée notamment à la commercialisation des produits pétroliers (+3,3%) et d'article d'habillement de personne (+8,7%).

Les ventes de produits pétroliers se sont également raffermies dans certains pays de l'Union. Cette situation est tirée en grande partie par la progression du chiffre d'affaires du commerce au Bénin, du fait de la lutte engagée par le Gouvernement contre la vente de l'essence en vrac sur le marché informel, ainsi que de la reprise de la production pétrolière et gazière dans le secteur de la raffinerie en Côte d'Ivoire.

La progression du chiffre d'affaires des biens de personne reflète l'engouement du marché d'articles d'habillement durant la période de Tabaski et les fêtes de fin d'année.

Tableau 6 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA)							
	Variation trimestrielle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	3 ^e T 2012	4 ^e T 2012*	4 ^e T 2011	3 ^e T 2012	4 ^e T 2012*	2011	2012**
Bénin	-6,0	3,2	2,0	36,5	15,0	-8,6	24,7
Burkina	27,4	-8,0	13,9	44,7	9,0	35,2	20,7
Côte d'Ivoire	0,8	1,1	12,1	21,7	9,5	-3,4	27,0
Guinée-Bissau	-5,8	6,2	47,7	49,8	30,8	44,7	44,0
Mali	-2,3	11,9	29,5	-3,1	6,3	37,8	5,7
Niger	-2,6	5,5	10,4	6,3	8,1	16,4	6,8
Sénégal	-5,0	-3,9	7,0	-2,1	-2,2	13,4	-0,8
Togo	-3,4	-1,4	6,8	-4,5	-4,3	8,6	-3,0
UEMOA (*)	-0,2	4,1	12,7	11,6	7,5	8,2	14,5

Source : BCEAO.

* Données provisoires pour novembre et décembre 2012

** moyenne sur l'année 2012

En glissement annuel, l'indice du chiffre d'affaires dans le commerce est ressorti en hausse de 7,5%, moins prononcé que la croissance de 11,6% enregistrée au cours du trimestre précédent. Cette bonne tenue de l'activité dans le commerce de détail est essentiellement imputable aux ventes des produits pétroliers (+13,9%) et des produits pharmaceutiques (+6,3%).

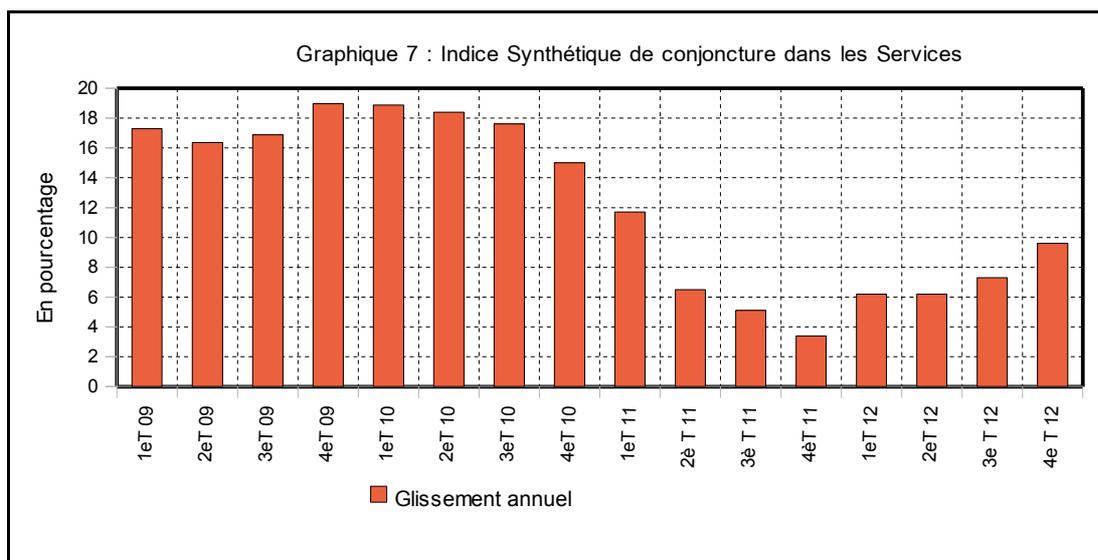
Au quatrième trimestre 2012, une hausse du volume des transactions commerciales est enregistrée, en glissement annuel, en Guinée-Bissau (+30,8%), au Bénin (+15,0%), en Côte d'Ivoire (+9,5%), au Burkina (+9,0%), au Niger (+8,1%) et au Mali (+6,3%). En revanche, un repli a été observé au Sénégal (-2,2%) et au Togo (-4,3%).

En moyenne sur l'ensemble de l'année 2012, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail a connu un accroissement de 14,5%, contre 8,2% au cours de l'année 2011.

e) Services marchands

Bonne orientation de l'activité dans le secteur des services marchands.

La bonne orientation de l'activité économique dans les services marchands s'est poursuivie en glissement annuel au quatrième trimestre 2012. Cette évolution est due au dynamisme des branches «Transports, entreposage et communication» et «Intermédiation financière».



Le volume des prestations dans les services marchands est en hausse, en glissement annuel, au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Niger et au Sénégal. Une relative stabilité est observée au Bénin, au Mali, et au Togo, tandis qu'une baisse est relevée en Guinée-Bissau.

2.1.2 - Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité

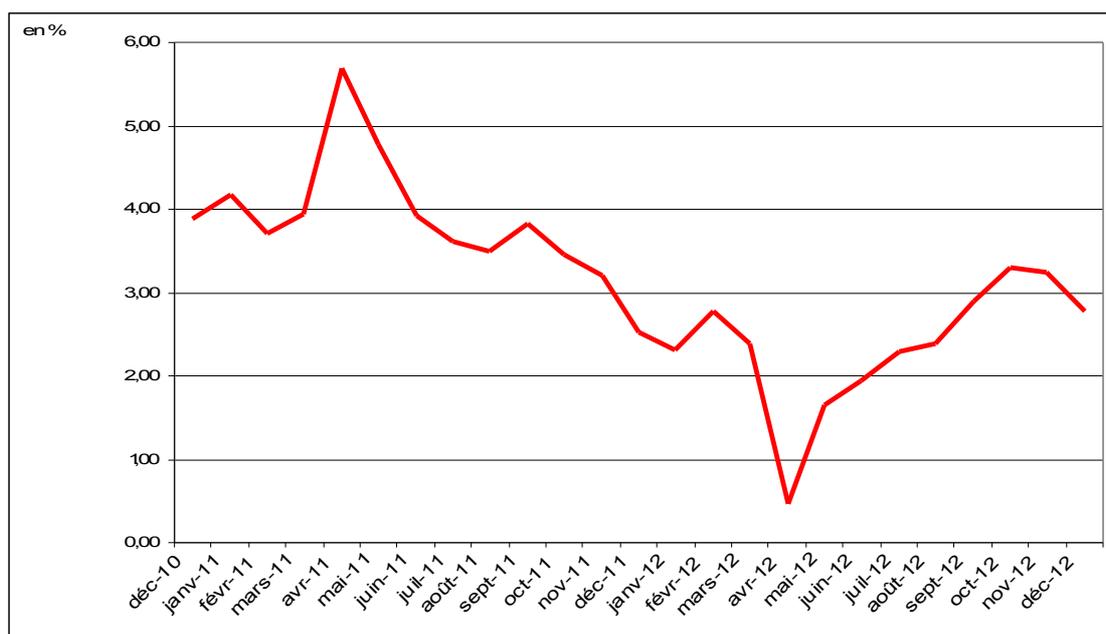
a) Evolution de l'inflation

L'inflation s'est globalement accélérée au cours du quatrième trimestre 2012. La progression moyenne des prix est ressortie à 3,1% au cours de ce trimestre contre 2,5% au trimestre précédent. Cette accélération de l'inflation est liée essentiellement à la remontée des prix des légumes et des tubercules en Côte d'Ivoire ainsi qu'à la hausse de 30% des frais d'enseignement supérieur dans ce pays, à la suite de la réouverture de l'Université. Elle est également due à la progression de 30% du prix de l'essence vendue en vrac au Bénin, en liaison avec la décision des Autorités de ce pays d'interdire le commerce informel de carburants. Toutefois, l'accélération de l'inflation a été atténuée par la baisse des prix des céréales locales, en rapport avec l'apparition des nouvelles récoltes sur le marché, en particulier dans les pays du Sahel. En glissement annuel, le taux d'inflation dans l'UEMOA est passé de 2,9% à fin septembre 2012 à 3,3% à fin octobre 2012, avant de s'orienter à la baisse en se situant à 3,2% à fin novembre 2012 et 2,8% à fin décembre 2012.

La fonction « Alimentation » a contribué à hauteur de 1,3 point de pourcentage à la progression des prix. Cette contribution relativement importante s'explique par l'augmentation, en rythme annuel, des prix des légumes (+13,5%), des tubercules (+9,9%), du poisson (+8,5%) et de la viande (6,3%).

Accélération des pressions inflationnistes dans l'Union au 4^e trimestre 2012.

Graphique 8 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

La rubrique « Transport » est la seconde source de la progression des prix avec une contribution de 0,6 point de pourcentage. Cette évolution est liée à la hausse en rythme annuel des prix des carburants au Bénin, au Burkina, au Mali et au Sénégal, avec des effets induits sur les prix des services de transport.

Fonctions	déc - 2011	sept - 2012	oct - 2012	nov - 2012	déc - 2012
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	1,0	1,5	1,8	1,6	1,3
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Logement	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2
Ameublement	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0
Santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transport	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6
Communication	-0,2	-0,1	0,0	0,0	0,0
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2
Restaurants et hôtels	0,6	0,3	0,2	0,2	0,2
Autres biens	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Ensemble	2,5	2,9	3,3	3,2	2,8

Sources : BCEAO, INS.

A fin décembre 2012, le taux d'inflation le plus élevé reste celui du Bénin (6,8%). Ce taux d'inflation est la conséquence des mesures de réduction de la subvention des prix des carburants au Nigeria conjuguée aux tensions induites par la décision des Autorités du Bénin d'interdire le commerce informel de carburants. Le taux d'inflation le plus bas est enregistré au Niger (0,7%), en rapport avec la diminution des prix des carburants, à la faveur du démarrage de la production nationale de produits pétroliers.

Tableau 8 : Taux d'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA (en pourcentage)							
Pavs	2011	2012	déc - 2011	sept - 2012	oct - 2012	nov - 2012	déc - 2012
Bénin	2,7	6,7	1,8	7,4	7,2	7,9	6,8
Burkina	2,8	3,8	5,1	5,6	4,4	4,2	1,7
Côte d'Ivoire	4,9	1,3	1,9	2,2	3,0	3,0	3,4
Guinée-Bissau	5,1	2,1	3,4	2,2	2,3	2,3	1,7
Mali	3,0	5,3	5,3	4,7	4,3	3,8	2,4
Niger	2,9	0,5	1,4	0,9	0,9	0,2	0,7
Sénégal	3,4	1,4	2,7	1,3	1,9	2,0	1,1
Togo	3,6	2,6	1,5	2,7	3,9	3,6	2,9
UEMOA	3,9	2,4	2,5	2,9	3,3	3,2	2,8

Sources : BCEAO, INS.

Par origine géographique, la hausse des prix est observée à la fois au niveau des produits locaux (+2,9%) et des biens importés (+2,6%). La progression des prix à fin décembre 2012, pour les biens produits localement, reste liée à l'augmentation des prix des denrées alimentaires, notamment des tubercules, des légumes, des produits de la pêche et de la viande ainsi que des combustibles solides et des tarifs de restauration. La hausse des prix des biens importés résulte essentiellement des produits alimentaires importés (blé, huile, etc.) et des carburants.

Les composantes « Produits locaux » et « Produits importés » ont contribué respectivement pour 2,1 points et 0,7 point de pourcentage à l'inflation, en glissement annuel, à fin décembre 2012.

Tableau 9 : Inflation selon l'origine des produits							
	Composantes	Poids (%)	déc - 2011	sept - 2012	oct - 2012	nov - 2012	déc - 2012
Variations annuelles (%)	Locales	72,7	2,2	3,1	3,6	3,4	2,9
	Importés	27,3	3,3	1,8	2,5	2,8	2,6
	Inflation globale	100	2,5	2,9	3,3	3,2	2,8
Contributions (%)	Locales	72,7	1,6	2,4	2,6	2,5	2,1
	Importés	27,3	0,9	0,5	0,7	0,7	0,7

Sources : BCEAO, INS.

De même, la décomposition de l'indice des prix selon la nature des produits indique que l'inflation à fin décembre 2012 est due aussi bien au renchérissement des biens (+3,0%) qu'à la progression des prix des services (+2,6%). La hausse des prix des services résulte de l'augmentation en rythme annuel des prix des services d'enseignement et des loyers en Côte d'Ivoire, des coûts des transports, notamment au Bénin, au Burkina et au Togo et des frais de restauration. Les prix des services et des biens ont contribué respectivement à hauteur de 1,8 point et 1,0 point de pourcentage à l'inflation en glissement annuel à fin décembre 2012.

Tableau 10 : Evolution des prix des biens et services							
	Composantes	Pondération (en %)	déc - 2011	sept - 2012	oct - 2012	nov - 2012	déc - 2012
Variations annuelles (en %)	Biens	60,1	2,6	3,0	3,8	3,5	3,0
	Services	39,9	2,4	2,6	2,4	2,6	2,6
	Inflation globale	100	2,5	2,9	3,3	3,2	2,8
Contributions (en points de pourcentage)	Biens	60,1	1,6	1,8	2,4	2,2	1,8
	Services	39,9	0,9	1,1	0,9	1,0	1,0

Sources : BCEAO, INS.

Le taux d'inflation sous-jacente est ressorti en hausse par rapport à septembre 2012.

Le taux d'inflation sous-jacente, mesuré par l'évolution de l'indice des prix hors produits frais et énergie, est ressorti en glissement annuel à 2,5% à fin décembre 2012 contre 2,3% à fin septembre 2012. La progression de l'inflation sous-jacente reste impulsée par le renchérissement des services et des produits alimentaires importés (blé, lait, etc.). Une décélération de la hausse des prix des produits frais a été observée, induite par le reflux des prix des céréales locales.

Tableau 11 : Evolution de l'inflation sous-jacente							
	Composantes	Pondération (en %)	déc - 2011	sept - 2012	oct - 2012	nov - 2012	déc - 2012
Variations annuelles (en %)	Produits frais	16,6	2,4	5,6	7,3	5,9	4,6
	Energie	7,5	2,4	1,9	2,5	3,4	2,3
	Inflation sous-jacente	75,9	2,5	2,3	2,5	2,6	2,5
	Inflation globale	100	2,5	2,9	3,3	3,2	2,8
Contributions (en points de pourcentage)	Produits frais	16,6	0,4	0,9	1,2	0,9	0,7
	Energie	7,5	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
	Inflation sous-jacente	75,9	1,9	1,8	1,9	2,0	1,9

Sources : BCEAO, INS.

Le taux d'inflation en moyenne dans l'Union est ressorti à 2,4% en 2012 contre 3,9% en 2011. Cette décélération est induite par la dissipation de l'impact de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire qui avait entraîné une flambée des prix dans ce pays en 2011. Elle est liée également à la baisse des prix des produits pétroliers au Niger à la faveur du démarrage de la production domestique de produits pétroliers et à l'incidence des mesures prises par certains pays pour augmenter la production vivrière de contre-saison et limiter la hausse des prix des céréales.

Toutefois, l'évolution des prix en 2012 s'est ressentie du renchérissement des céréales locales lié à la baisse de la production céréalière de la campagne agricole 2011/2012 et à la hausse des prix des carburants dans la plupart des pays, imputable à l'augmentation des prix internationaux du pétrole brut, notamment au premier semestre 2012, et à la baisse du cours du franc CFA par rapport au dollar. Par ailleurs, les prix des produits pétroliers vendus en vrac ont augmenté au Bénin, à la suite de la diminution des subventions sur les prix des carburants au Nigeria en janvier 2012.

Par pays, le taux d'inflation en moyenne annuelle s'est établi à 6,7% au Bénin, 5,3% au Mali, 3,8% au Burkina, 2,6% au Togo, 2,1% en Guinée-Bissau, 1,4% au Sénégal, 1,3% en Côte d'Ivoire et 0,5% au Niger.

La divergence des niveaux d'inflation dans les pays de l'UEMOA s'est accrue en 2012. En effet, l'écart-type de la distribution des taux d'inflation en moyenne est ressorti à 2,2 points de pourcentage en 2012 contre 0,9 point en 2011. Cette détérioration de la convergence est due à des chocs spécifiques ayant affecté certains pays de l'Union et aux mesures prises par certains Gouvernements.

En effet, les tensions inflationnistes ont été fortes au Bénin, au Mali et au Burkina. Le taux d'inflation élevé au Bénin est la conséquence des mesures de réduction de la subvention des prix des carburants au Nigeria conjuguée à l'impact de la décision, prise en novembre 2012 par les autorités, d'interdire le commerce informel de carburants. Au Mali et au Burkina, les tensions sur les prix des produits alimentaires liées à la mauvaise campagne agricole 2011/2012 ont été accentuées par l'impact de la crise socio-politique.

En revanche, des taux d'inflation relativement bas ont été enregistrés au Niger, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Au Niger, la faiblesse du taux d'inflation est induite par la diminution des prix des carburants à la faveur du démarrage de la production nationale de produits pétroliers. Elle résulte également du repli des prix des produits maraîchers (pomme de terre, oignon, etc.), en rapport avec une offre excédentaire.

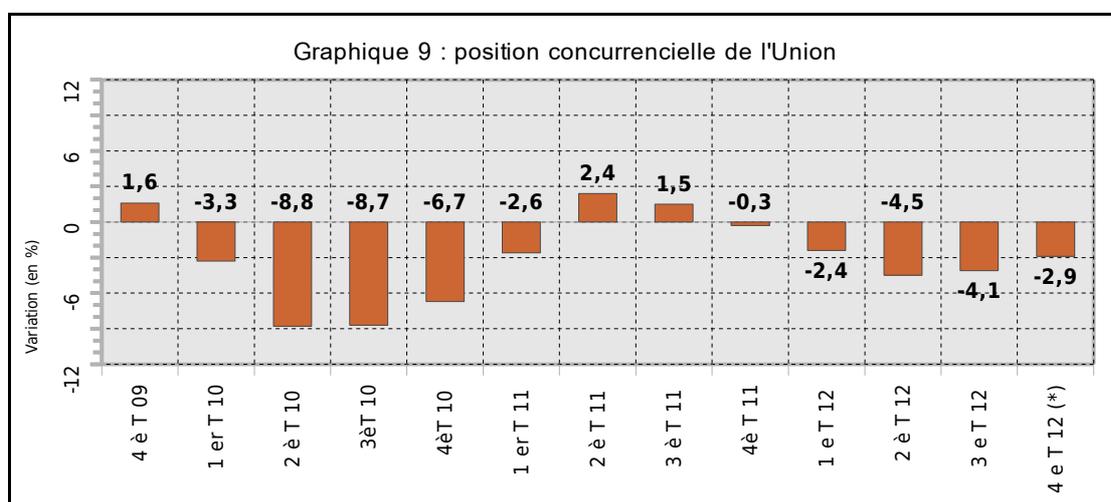
Au Sénégal, la baisse des prix des carburants et du gaz en juillet 2012 a contribué à contenir la progression des prix. Les mesures prises par les pouvoirs publics pour réduire le coût de la vie ont, par ailleurs, freiné la hausse du niveau général des prix.

En Côte d'Ivoire, la progression des prix a été limitée à la faveur des mesures prises par le Gouvernement de suspendre en août 2012, pour une période de trois mois, les droits et les taxes à l'importation de riz. Le faible niveau du taux d'inflation s'explique également par les mesures d'urgence issues de la concertation entre les pouvoirs publics et les importateurs visant à diminuer les prix du riz et du sucre. Il s'explique par ailleurs par l'effet mécanique de base, du fait du niveau exceptionnellement élevé des prix en 2011, en rapport avec la crise post-électorale.

b) Evolution de la compétitivité

Gain de compétitivité, en glissement annuel, pour l'Union au quatrième trimestre 2012.

En glissement annuel, l'Union a enregistré un gain de compétitivité au quatrième trimestre 2012, confirmant la tendance observée depuis le quatrième trimestre 2011. En effet, l'évolution de la position concurrentielle de l'Union, appréciée à partir de l'indice du taux de change effectif réel, indique une amélioration de la compétitivité de 2,9% par rapport à ses principaux partenaires, après celle de 4,1% relevée au trimestre précédent.



Source : BCEAO.

(*) : estimations

(-) pour le gain et (+) pour la perte de compétitivité.

Le gain de compétitivité enregistré au cours du quatrième trimestre 2012 résulte de la baisse de l'indice du taux de change effectif nominal de 1,9% et d'un différentiel d'inflation favorable à l'Union de 1,0 point de pourcentage. L'appréciation des monnaies des partenaires reste imprimée par la progression en rythme annuel du dollar américain vis-à-vis de l'euro.

L'amélioration de la position concurrentielle est observée par rapport aux partenaires environnants (8,8%), aux Etats émergents (5,9%), aux pays asiatiques (4,9%) et aux pays industrialisés (0,1%). En revanche, une perte de compétitivité de 0,9% est enregistrée vis-à-vis des pays de la Zone euro.

Tous les pays de l'Union enregistrent un gain de compétitivité-prix, en glissement annuel, au quatrième trimestre 2012. L'amélioration de la position concurrentielle est de 5,6% au Niger, 3,2% au Sénégal, 2,9% au Togo, 2,6% en Côte d'Ivoire, 1,3% au Mali, 1,1% au Bénin, 0,7% en Guinée-Bissau et 0,2% au Burkina.

Tableau 12 : Evolution du taux de change effectif réel selon les partenaires (en pourcentage)										
Fonctions	Années		Variations trimestrielles			Glissements annuels			Cumul depuis 1994	
	2011	2012	2 ^e T 2012 (*)	3 ^e T 2012 (*)	4 ^e T 2012 (*)	2 ^e T 2012 (*)	3 ^e T 2012 (*)	4 ^e T 2012 (*)	A fin sept 2012 (*)	A fin déc 2012 (*)
Partenaires industrialisés	1,3	-1,4	-0,8	0,3	0,1	-2,6	-1,8	-0,1	-19,4	-19,3
Pays de la Zone euro	1,3	-0,1	-0,4	0,9	-0,2	-1,1	0,1	0,9	-18,5	-18,7
Partenaires environnants	-1,4	-6,7	-2,6	-2,7	0,3	-6,6	-6,9	-8,8	-58,4	-58,2
Pays asiatiques	-1,1	-6,3	-2,7	-3,0	1,3	-7,8	-7,7	-4,9	-35,2	-34,4
Pays UE25	1,2	-0,6	-0,6	0,7	-0,2	-1,6	-0,6	0,4	-19,7	-19,9
Pays émergents	-1,6	-6,7	-2,9	-3,0	1,0	-8,0	-8,2	-5,9	-33,9	-33,2
Pays africains de la Zone franc	1,4	-0,4	0,4	-0,3	-0,7	-1,4	-0,2	0,4	-0,2	-0,8
Tous partenaires confondus	0,3	-3,5	-1,5	-0,9	0,4	-4,5	-4,1	-2,9	-30,3	-30,0

Source : BCEAO.

(*) Estimations

(+) Appréciation du TCER ou perte de compétitivité

(-) Dépréciation du TCER ou gain de compétitivité

2.2 – Finances Publiques

Atténuation du déficit budgétaire à fin septembre 2012, en glissement annuel.

L'exécution des opérations financières des Etats s'est soldée à fin décembre 2012 par une atténuation des déficits publics. Le déficit global, base engagements, hors dons, ressortirait à 1.930,0 milliards contre 2.257,5 milliards un an auparavant. Le déficit du solde budgétaire de base s'est assoupli pour ressortir à 727,7 milliards contre 988,1 milliards un an plus tôt. Cette situation est en partie imputable aux efforts de recouvrement des recettes fiscales.

Les recettes budgétaires totales des Etats membres de l'Union au cours de l'année 2012, estimées à 7.596,7 milliards, enregistrent une augmentation de 1.227,8 milliards par rapport à l'année 2011. Cette progression est notamment imputable à un recouvrement plus rigoureux des recettes fiscales en Côte d'Ivoire et aux retombées positives de l'augmentation de la production minière au Niger.

Les dépenses et prêts nets se sont accrus de 9,2%, en passant de 8.726,0 milliards en 2011 à 9.526,3 milliards en 2012. Cette situation s'explique par la hausse des dépenses en capital, notamment les investissements sur ressources intérieures qui ont enregistré une progression de 26,9%. Les dépenses courantes ont, quant à elles, enregistré une hausse de 590,7 milliards dans les pays de l'Union, en liaison avec l'accroissement de la masse salariale et les paiements d'intérêt dans certains pays de l'Union.

2.3 – Secteur extérieur²

Le déficit de la balance commerciale de l'Union s'est creusé, en variation trimestrielle, de 42,8 milliards, en passant de 400,5 milliards au troisième trimestre 2012 à 443,3 milliards au quatrième trimestre 2012. Cette évolution est imputable à une hausse des importations en valeur FOB (+5,6%) plus importante que celle des recettes d'exportations (+4,9%).

Les exportations sont ressorties en hausse de 4,9%, passant de 2.962,8 milliards au troisième trimestre 2012 à 3.109,2 milliards au quatrième trimestre 2012. Cette situation est essentiellement attribuable à la hausse des recettes issues de la vente à l'extérieur de cacao (+17,2%), de coton (+8,7%), d'or (+5,6%), de pétrole (+4,4%) et d'uranium (+2,5%). Cette évolution a, toutefois, été atténuée par le repli des exportations de café (-47,1%) et de noix de cajou (-8,0%) sous l'effet conjugué de la baisse des volumes et des cours sur le marché international.

Les importations sont estimées à 3.363,2 milliards en valeur FOB au cours du quatrième trimestre 2012, en hausse de 5,6% par rapport au trimestre précédent, sous l'effet essentiellement de la hausse du volume des principaux produits importés nonobstant la baisse des cours de la plupart des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA sur la période sous revue. La progression des importations est essentiellement localisée au niveau des produits alimentaires et des biens de consommation courante (+19,9%), ainsi que des biens d'équipement et intermédiaires (+14,7%), dans le cadre de la réalisation d'infrastructures publiques et le développement de projets minier et pétrolier dans certains pays de l'Union.

Comparé au même trimestre de l'année précédente, le solde de la balance commerciale de l'Union affiche une détérioration de 89,4 milliards, en raison d'une hausse des importations (+9,3%) plus importante que celle des exportations (+4,6%). La progression des exportations traduit, d'une part, l'impact positif des réformes entreprises par la Côte d'Ivoire dans la filière café, qui a stimulé l'offre de ce produit en 2012 ainsi que les gains d'activité dans la production du coton respectivement au Mali, au Burkina et au Bénin. Les exportations ont également bénéficié d'une évolution favorable de la vente à l'extérieur des produits pétroliers, ainsi que la hausse, en glissement annuel, des cours du café (+3,0%) et de l'or (+2,0%). La hausse des importations en glissement annuel est essentiellement localisée au niveau des produits alimentaires et autres biens de consommation courante, ainsi que des acquisitions de biens intermédiaires et d'équipement.

L'évolution des achats à l'extérieur des produits alimentaires et autres biens de consommation courante dans certains pays de l'Union, traduit principalement la gestion des effets de la crise alimentaire consécutive au déficit céréalier enregistré dans les pays du Sahel, lors de la campagne agricole 2011/2012, ainsi que des inondations survenues au cours du mois d'août 2012. Quant à l'accroissement des importations en biens d'équipement et intermédiaires, il est en

² Estimations au quatrième trimestre 2012. Les échanges ont été estimés à partir des données provisoires communiquées par les pays, des dernières réalisations et des principales évolutions de l'environnement économique international et régional lors de la période sous revue.

rapport avec la poursuite et l'intensification des investissements publics et privés, du fait notamment de la mise en œuvre d'importants projets de construction d'infrastructures économiques et sociales et du développement de nouveaux projets miniers et pétroliers dans certains pays de l'Union comme le Burkina, la Côte d'Ivoire et le Niger.

La hausse de la facture des importations a, toutefois, été atténuée par la baisse des importations des produits pétroliers, du fait de l'accroissement de l'offre communautaire, consécutif à l'entrée en phase de production de la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ) au Niger.

S'agissant du taux de couverture des importations par les exportations, il s'est situé à 87,5% à fin décembre 2012, contre 88,1% à fin septembre 2012 et 89,0% à fin décembre 2011.

2.4 – Secteur monétaire et financier

2.4.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union

Hausse de la masse monétaire à fin novembre 2012.

La masse monétaire dans l'UEMOA a augmenté à fin novembre 2012, comparée à fin septembre 2012, poursuivant ainsi avec sa tendance haussière. En effet, elle a enregistré une progression de 2,1% pour se fixer à 14.202,1 milliards à fin novembre 2012 contre 13.915,7 milliards à fin septembre 2012 et 13.131,5 milliards un an plus tôt.

Les dépôts à vue ont enregistré une hausse de 1,4% à 5.495,9 milliards, tout comme les dépôts à terme, qui ont augmenté de 1,6% pour s'établir à 4.993,5 milliards au cours de la période sous revue.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont connu, à fin novembre 2012, une progression de 1,0% par rapport à fin septembre 2012, pour se situer à 5.261,1 milliards. Cette évolution est liée à une légère diminution des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et une chute sensible de ceux des banques.

L'encours du crédit intérieur est ressorti à 11.423,8 milliards à fin novembre 2012 contre 11.077,2 milliards à fin septembre 2012, en hausse de 3,1%. Cette situation traduit une augmentation des concours au secteur privé de 3,1% et un accroissement des créances nettes aux Etats de 3,1%. La progression des crédits à l'économie est attribuable à la hausse de 3,6% des crédits à moyen et long termes et une augmentation de 2,8% des crédits à court terme.

2.4.2 - Evolution du marché monétaire

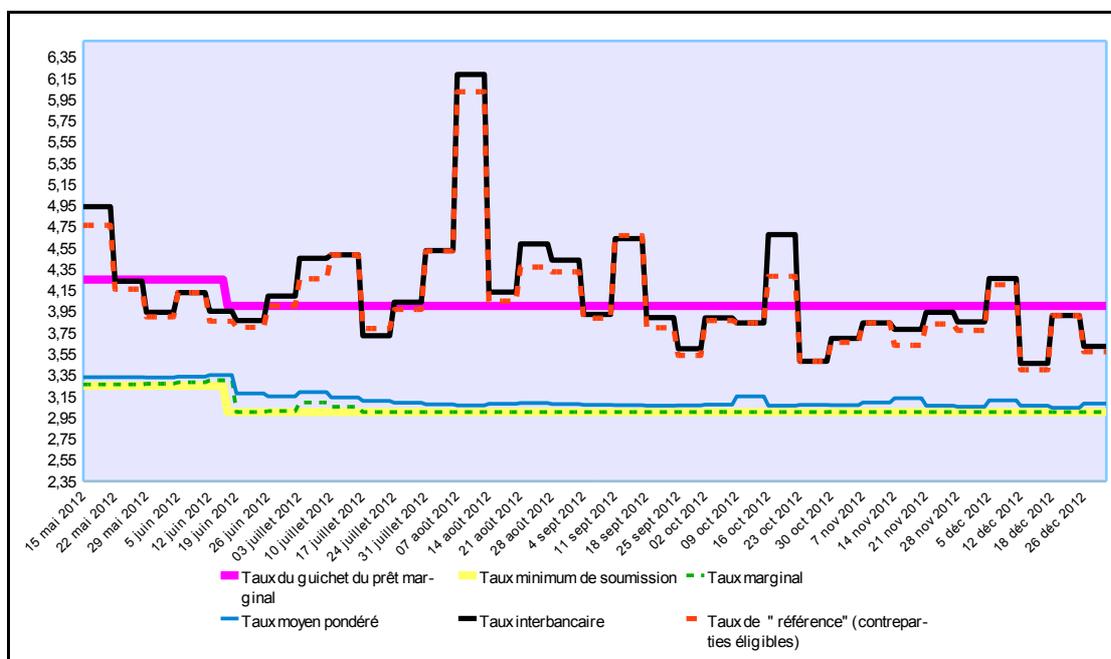
Hausse du montant mis en adjudication sur les guichets de la BCEAO.

Au cours du quatrième trimestre 2012, la Banque Centrale a poursuivi les opérations d'appel d'offres d'injection de liquidité. Les montants mis en adjudication se sont globalement accrus pour répondre à la demande croissante de liquidité des banques. Ainsi, sur le marché à une semaine, le montant moyen hebdomadaire mis en adjudication est passé de 491,7 milliards au cours du troisième trimestre 2012, à 514,6 milliards au cours du trimestre sous revue. Sur le guichet à un mois, le montant moyen mensuel retenu lors de l'adjudication a été porté de 427,4 milliards à fin septembre 2012 à 431,9 milliards à fin décembre 2012.

Les opérations d'injection de liquidité sont réalisées à taux variables et assorties d'un taux minimum de soumission de 3,0% depuis le 16 juin 2012. Sur le guichet hebdomadaire, le taux moyen pondéré s'est légèrement accru, passant de 3,06% à fin septembre 2012 à 3,08% à fin décembre 2012. En revanche, sur le guichet à un mois, le taux moyen pondéré a replié, ressortant à 3,10% à la fin du quatrième trimestre 2012 contre 3,13% à la fin du troisième trimestre 2012.

Repli du taux d'intérêt sur le marché interbancaire.

Le marché interbancaire est apparu au quatrième trimestre 2012 plus animé, comparativement au trimestre précédent. En effet, le volume moyen des opérations sur ce marché, toutes maturités confondues, a fortement progressé, pour se fixer à 113,1 milliards au cours du trimestre sous revue contre 56,3 milliards au trimestre précédent. Cette évolution du volume des opérations a concerné principalement le compartiment à une semaine, sur lequel le volume moyen hebdomadaire des opérations est passé de 30,6 milliards au troisième trimestre 2012 à 73,3 milliards au quatrième trimestre 2012.



La hausse des montants injectés par la Banque Centrale a eu un effet baissier sur les taux du marché interbancaire au quatrième trimestre 2012. En effet, le taux moyen pondéré des opérations sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, est passé de 4,57% au troisième trimestre 2012 à 4,23% au quatrième trimestre 2012. Sur le compartiment à une semaine, le taux est ressorti à 3,86% contre 4,02% un trimestre plutôt, soit une baisse de 16 points de base. Le taux interbancaire à une semaine se situe à l'intérieur du corridor constitué par le taux du prêt marginal de 4,0% et le taux minimum de soumission de 3,0%.

Accroissement des encours du prêt marginal.

Les opérations au guichet du prêt marginal ont enregistré une hausse au cours du trimestre sous revue. L'encours des prêts sur ce guichet est ressorti en augmentation de 13,5 milliards au quatrième trimestre 2012, pour se situer à 66,8 milliards.

Sur le marché des titres publics, l'encours des ressources mobilisées par les Trésors, sous forme de bons, toutes maturités confondues, est évalué à 1.180,4 milliards à fin décembre 2012 contre 1.088,4 milliards à fin septembre 2012. Les montants mobilisés par les Etats sous forme de bons du Trésor ont atteint 262,1 milliards sur le quatrième trimestre 2012, en baisse de 23,8 milliards par rapport au trimestre précédent. Les Trésors publics de l'Union ont mobilisé des ressources au taux moyen de 5,22%, en baisse de 46 points de base par rapport au trimestre précédent.

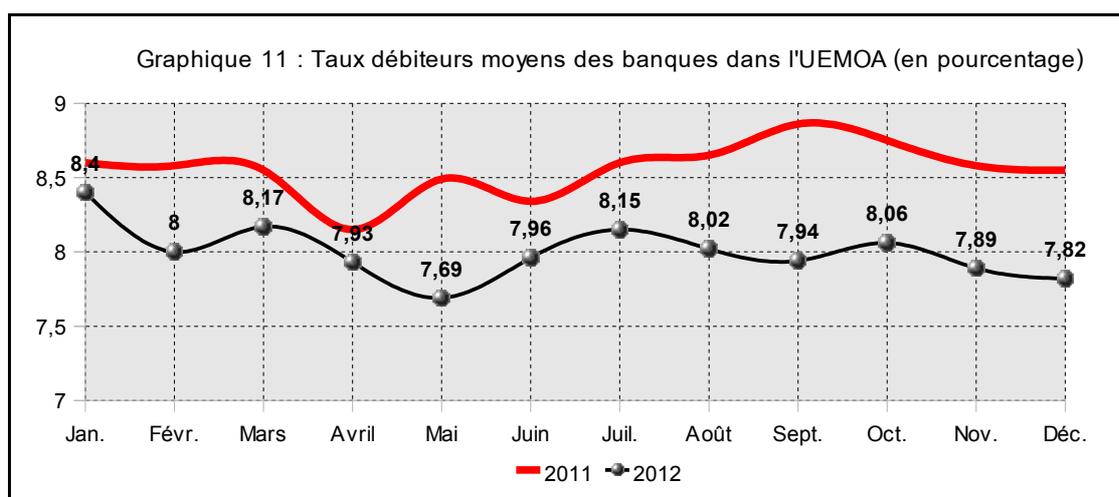
2.4.3 - Evolution des conditions de banque dans l'Union

Baisse des taux débiteurs au niveau régional.

Les taux débiteurs se sont inscrits en repli au dernier trimestre 2012, dans le prolongement de la tendance baissière observée depuis le quatrième trimestre 2011. Toutefois, cette contraction trimestrielle des taux relevée au niveau de l'Union cache des disparités d'un pays à l'autre.

En effet, le taux débiteur moyen hors taxes et charges, pondéré par le volume des crédits mis en place, est ressorti en moyenne à 7,89% au quatrième trimestre 2012 contre 7,97% au troisième trimestre 2012, soit une diminution de 8 points de base. Cette baisse du taux d'intérêt moyen à l'échelle régionale est liée essentiellement à l'assouplissement des conditions des crédits au Niger (-163 points de base), au Mali (-83 points de base) et au Sénégal (-6 points de base). Par contre, d'un trimestre à l'autre, les taux débiteurs ont progressé en Guinée-Bissau (+25 points de base), au Burkina et au Togo (+19 points de base), en Côte d'Ivoire (+5 points de base) et au Bénin (+2 points de base).

La clientèle la plus concernée par la baisse des taux d'intérêt débiteurs, au quatrième trimestre 2012, est constituée des sociétés d'Etat, des entreprises privées du secteur productif et des particuliers.



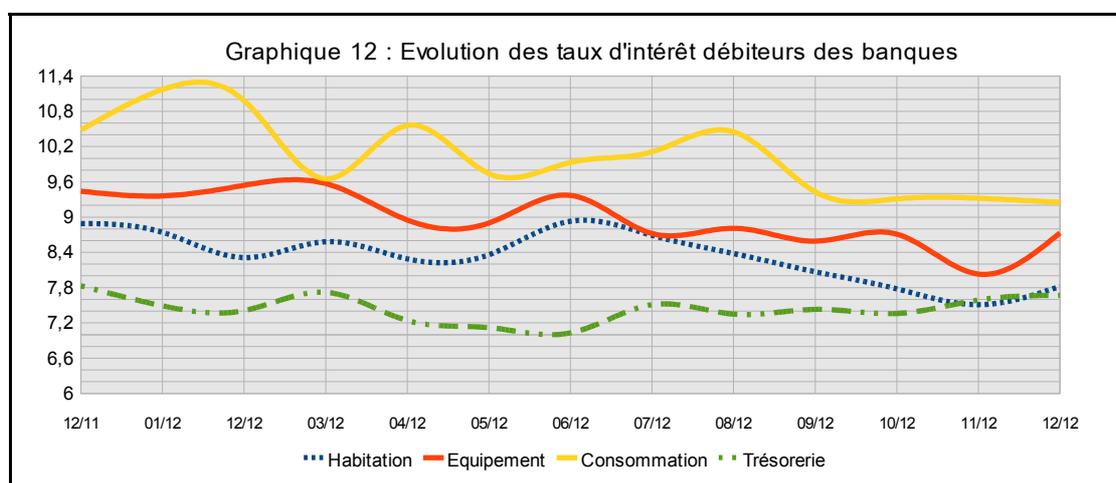
Selon l'objet du crédit, la contraction des taux débiteurs a concerné notamment les crédits à l'exportation (-100 points de base), à l'habitation (-68 points de base) et à l'équipement (-21 points de base). Ainsi, sur le quatrième trimestre 2012, les taux d'intérêt moyens

appliqués à ces catégories de crédits se sont établis, hors taxes et charges, à 7,70%, 10,13% et 8,29% respectivement.

Hausse du volume des crédits bancaires.

Le volume des **crédits bancaires mis en place** au cours du quatrième trimestre 2012 est ressorti en hausse par rapport au trimestre précédent. La moyenne mensuelle, toutes maturités confondues, s'est fixée à 648,6 milliards au cours du trimestre sous revue, soit une faible progression de 1,4%. Cette augmentation reflète notamment l'accroissement des crédits bancaires observé au Bénin, au Mali et au Niger.

L'analyse selon l'objet indique essentiellement une hausse du volume des crédits de consommation et des crédits à l'équipement, ressortis en moyenne à 79,0 milliards et 150,9 milliards, soit des hausses de 22,3% et 17,3% respectivement. En revanche, les crédits à l'habitation et ceux de trésorerie se sont repliés, pour se situer respectivement à 10,6 milliards et 445,9 milliards, soit des baisses de 0,9% et 3,9% respectivement d'un trimestre à l'autre.



Concernant les **dépôts bancaires**, les ressources mobilisées par les banques se sont accrues au cours du trimestre sous revue, comparativement au troisième trimestre 2012.

Accroissement du volume des dépôts bancaires.

En moyenne trimestrielle, le volume des dépôts enregistrés est ressorti à 545,2 milliards contre 526,1 milliards au trimestre précédent, soit une progression de 3,6%. Cette augmentation est observée au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Niger.

L'accroissement du volume des dépôts bancaires est imputable notamment aux particuliers, aux entreprises individuelles et aux coopératives et groupements villageois. Les ressources déposées par les particuliers se sont situées à 65,1 milliards contre 25,8 milliards le trimestre précédent. Pour les entreprises individuelles et les coopératives et groupements villageois, les ressources déposées se sont élevées, respectivement, à 27,1 milliards et 12,5 milliards contre 21,3 milliards et 11,9 milliards un trimestre plus tôt.

Le taux d'intérêt créditeur est ressorti en baisse d'un trimestre à l'autre. Le taux moyen pondéré s'est établi à 4,98% contre 5,02% au cours du trimestre précédent. Cette

diminution des taux a concerné notamment la clientèle financière, les sociétés d'Etat et les particuliers. Les taux appliqués à ces catégories de clientèle se sont établis respectivement à 4,12% (-17 points de base), 5,09% (-15 points de base) et 5,22% (-3 points de base).

Au dernier trimestre de l'année 2012, les taux de rémunération des dépôts bancaires se situent à 5,27% pour les entreprises individuelles et 5,07% pour les entreprises privées du secteur productif.

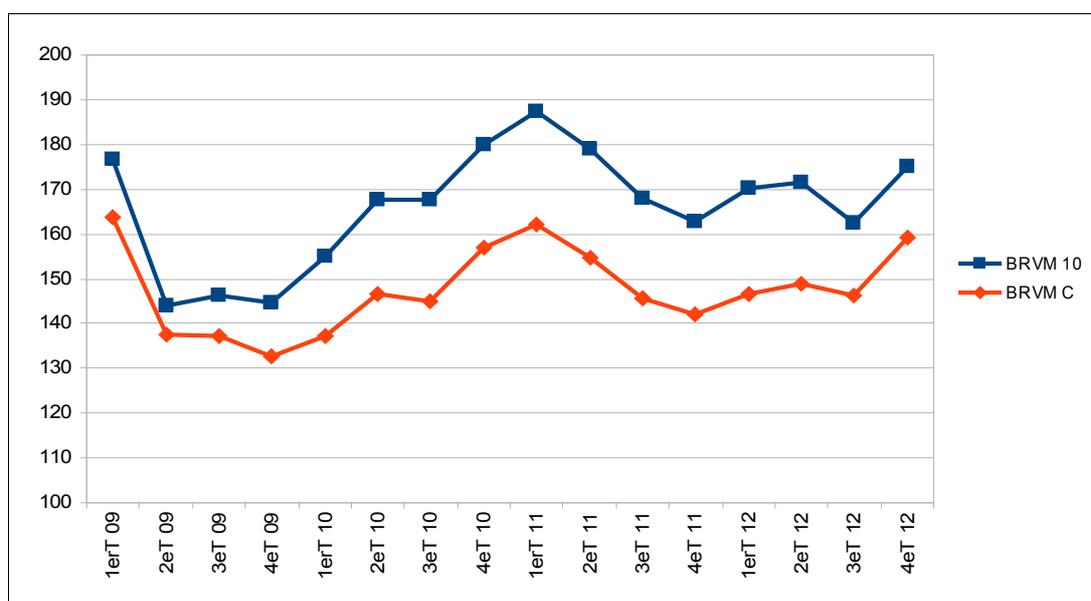
2.4.4 - Evolution du marché financier

Hausse, en glissement annuel, des indices BRVM.

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été marquée, au cours du quatrième trimestre 2012, par une hausse des indicateurs sur l'ensemble des compartiments du marché par rapport au trimestre précédent.

En effet, l'indice BRVM 10 s'est apprécié de 7,7% pour se fixer à 175,1 points contre 162,6 points au troisième trimestre 2012 et 162,8 points un an plus tôt. De même, l'indice BRVM composite a progressé de 8,9% à 159,2 points contre 146,2 points au troisième trimestre 2012 et 142,2 points un an plus tôt.

Graphique 13 : Evolution trimestrielle de la BRVM



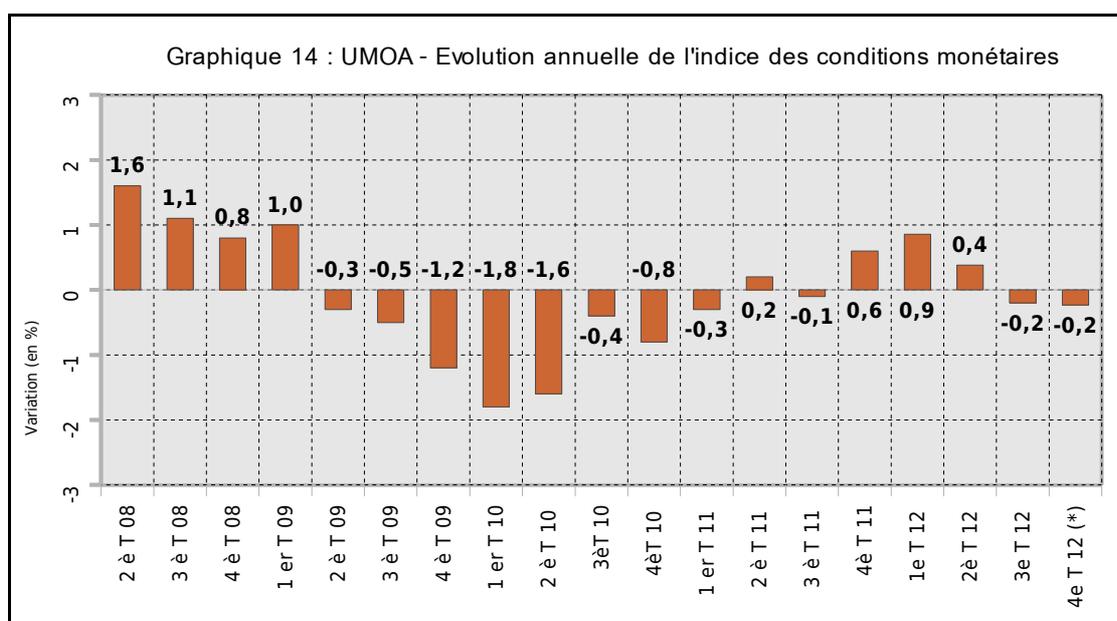
La capitalisation boursière du marché est ressortie à 4.668,6 milliards au cours du trimestre sous revue contre 3.770,5 milliards à la même période de l'année précédente, soit une progression de 23,8%. Cet accroissement de la capitalisation boursière est dû essentiellement à la hausse de 20,9% de la capitalisation du marché des actions et à l'augmentation de 38,8% de celle du marché obligataire.

L'analyse de la capitalisation boursière, en variation trimestrielle, indique une hausse de 11,5% au quatrième trimestre 2012, liée à l'augmentation de 13,4% de la capitalisation du marché des actions et à la progression de 3,8% de celle du marché obligataire.

2.4.5 - Evolution des conditions monétaires⁵

Assouplissement des conditions monétaires dans l'UEMOA.

Au quatrième trimestre 2012, l'indice des conditions monétaires s'est replié par rapport au même moment de l'année précédente. Il est passé de 102,16 points au quatrième trimestre 2011 à 101,92 points au cours du trimestre sous revue, soit un recul de 0,2%. Cette évolution est liée à la dépréciation du taux de change effectif nominal de 1,9%, atténuée par une légère hausse du taux d'intérêt sur le marché interbancaire à un jour (+0,02 point).



Source : BCEAO.

(*) Estimations

Le taux sur le marché interbancaire à un jour s'est situé à 4,04% au cours du trimestre sous revue contre 4,02% à la même période de l'année précédente. La baisse de l'indice du taux de change effectif nominal de l'Union, en glissement annuel, au quatrième trimestre 2012 provient de l'appréciation des monnaies des pays partenaires. En effet, en glissement annuel, l'indice du taux de change effectif nominal a diminué de 4,9% vis-à-vis des monnaies des pays asiatiques, de 5,9% par rapport aux pays émergents et 8,8% face aux partenaires environnant. L'appréciation des monnaies des partenaires reste imprimée par la remontée du dollar américain vis-à-vis de l'euro.

III – PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

3.1 – Perspectives économiques mondiales

Les perspectives d'évolution des prix reposent sur des hypothèses formulées sur l'environnement international et l'environnement interne. Les hypothèses relatives à l'environnement international concernent notamment l'inflation importée, les cours mondiaux du pétrole et des produits alimentaires, ainsi que le taux de change de l'euro vis-

⁵ L'indice des conditions monétaires est un indicateur synthétique permettant d'apprécier les effets conjugués des politiques des taux d'intérêt et de change sur la demande globale et, partant, sur l'inflation. Il est calculé comme une moyenne pondérée de ces deux variables et son évolution est mesurée par rapport au niveau de l'indice correspondant à une période de base (généralement le niveau moyen de la période d'analyse).

à-vis du dollar. L'environnement interne est influencé essentiellement par l'évolution de la production céréalière.

L'environnement économique en 2012 a été marqué par les difficultés de la Zone euro et de la plupart des pays avancés. Selon les estimations du FMI, réalisées en janvier 2013, le taux de croissance de l'activité économique mondiale se situerait à 3,2% en 2012 contre 3,9% en 2011. Dans la Zone euro, le produit intérieur brut réel se replierait de 0,4% en 2012 contre une hausse de 1,4% en 2011. Le FMI table sur une reprise progressive de l'activité économique mondiale en 2013 et en 2014. Le PIB devrait croître de 3,5% en 2013 et de 4,1% en 2014. Dans la Zone euro, l'activité se contracterait de 0,2% en 2013 avant de progresser de 1,0% en 2014.

Les cours moyens du pétrole brut (WTI) se sont établis à 94,6 dollars en 2012 contre 95,8 dollars en 2011, soit une baisse de 1,2%. Les prévisions d'inflation reposent sur un cours du pétrole brut (WTI)⁶ de 98 dollars en 2013 et de 95 dollars en 2014.

Compte tenu des facteurs de risques (incertitudes liées à l'évolution de l'activité économique mondiale, persistance des risques géopolitiques, phénomènes climatiques, etc.), un scénario pessimiste correspondant à un cours moyen du baril de pétrole (WTI) de 105 dollars en 2013 et 2014 et un scénario optimiste tablant sur un cours moyen du baril de pétrole de 90 dollars en 2013 et 2014, ont été retenus.

Les cours mondiaux des produits alimentaires sont ressortis en baisse de 1,9% en 2012. Selon la FAO, la production mondiale de céréales de la campagne 2012/2013 a baissé de 2,8%. En particulier, la production de blé a diminué de 5,7% et celle du riz n'a augmenté que de 0,9%. Les prévisions tablent sur une hausse des cours de 5,0% en 2013 et en 2014 dans le scénario central. Le scénario pessimiste prévoit en revanche une progression des cours mondiaux des produits alimentaires de 10% en 2013 et 2014, tandis que le scénario optimiste suppose une baisse de 5,0% des cours en 2013 et 2014.

L'euro s'est échangé contre 1,29 dollar en 2012. Les prévisions⁶ retiennent un taux de change euro/dollar de 1,30 dollar en 2013 et de 1,28 dollar en 2014.

L'inflation au niveau mondial devrait s'atténuer au cours des prochaines années. Dans les pays avancés, le taux d'inflation passerait de 2,0% en 2012 à 1,6% en 2013 et 1,8% en 2014. Pour les pays émergents et en développement, la hausse des prix à la consommation passerait de 6,1% en 2012 et 2013 à 5,5% en 2014. Les prévisions tablent sur une hausse du niveau général des prix en moyenne dans la Zone euro de 1,9% en 2013 et 1,8% en 2014 contre 2,5% en 2012.

⁶ Sur la base des informations issues des marchés à terme à la date du 4 février 2013.

⁶ Prévisions de la Banque Centrale Européenne.

Tableau 9 : Hypothèses du scénario							
	2012	2013			2014		
		Optimiste	Central	Pessimiste	Optimiste	Central	Pessimiste
Baril du pétrole (WTI, en dollar)	95	90	98	105	90	95	105
Taux de change euro/dollar	1,29		1,30			1,28	
Inflation Zone euro (%)	2,5		1,9			1,8	
Cours mondiaux des produits alimentaires	-1,9	-5,0	5,0	10,0	-5,0	5,0	10,0
Evolution de la production céréalière (%)	18,9	10,0	5,0	-5,0	10,0	5,0	-5,0

Sources : EUROSTAT, BCEAO.

La production céréalière est évaluée en hausse d'environ 19% par le CILSS. Sur cette base, une baisse des prix des céréales locales par rapport aux niveaux atteints en 2012 est attendue en 2013. La production céréalière est projetée en hausse de 5% pour la campagne agricole 2013/2014.

3.2. Perspectives d'inflation

Le taux d'inflation en glissement annuel est prévu à 2,7% à fin janvier 2013, 2,8% à fin février 2013 et 3,1% à fin mars 2013. En moyenne sur le premier trimestre 2013, la progression des prix serait de 2,9% contre 3,1% au trimestre précédent. La décélération de l'inflation résulterait de la baisse des prix des céréales dans les pays sahéliens, à la suite des bonnes récoltes de la campagne agricole précédente dont l'impact serait atténué par la hausse des prix des carburants et du gaz en Côte d'Ivoire et les incidences de la crise au Mali.

A l'horizon de huit trimestres, le taux d'inflation est projeté à 2,6% en glissement annuel, en phase avec l'objectif de stabilité des prix dans l'Union. Les risques pesant sur l'évolution de l'inflation au cours des prochains mois sont liés notamment au renchérissement des produits alimentaires importés. Une hausse sensible des cours des produits alimentaires importés, notamment du blé, en rapport notamment avec la baisse de la production mondiale pourrait alimenter les tensions inflationnistes dans l'UEMOA. Par ailleurs, en dépit des bonnes récoltes céréalières, le processus de reconstitution des stocks céréaliers utilisés au cours de la période de soudure de 2012, pourrait limiter l'offre disponible sur les marchés et atténuer voire annuler le repli attendu des prix des céréales.

Tableau 14 : Perspectives d'inflation dans l'UEMOA (en pourcentage)													
		Glissement annuel (*)									Moyenne		
		2012	2013				2014				2013	2014	Huit trimestres
		4 ^e T	1 ^e T	2 ^e T	3 ^e T	4 ^e T	1 ^e T	2 ^e T	3 ^e T	4 ^e T			
Taux d'inflation (*)	Scénario optimiste	3,1	1,9	1,8	1,0	0,7	0,7	1,4	1,5	1,8	1,3	1,4	1,4
	Scénario central	3,1	2,9	3,2	2,6	1,5	1,6	2,3	2,6	2,6	2,5	2,3	2,4
	Scénario pessimiste	3,1	3,6	3,8	3,7	3,3	3,6	3,8	3,6	3,5	3,6	3,6	3,6

Source : BCEAO.

(*) : Glissement annuel de la moyenne des indices du trimestre.

Le taux d'inflation en moyenne en 2013 dans l'UEMOA est projeté à 2,5% contre une prévision de 2,2% dans le précédent rapport. Cette révision à la hausse des perspectives d'inflation dans l'Union est attribuable à la prise en compte de l'augmentation des tarifs dans l'enseignement supérieur en Côte d'Ivoire et à la révision à la hausse des prix des produits pétroliers dans ce pays. Les prix des carburants étaient inchangés en Côte d'Ivoire depuis novembre 2010. L'écart est dû également aux tensions observées sur les prix des carburants au Bénin à la suite de lutte contre le commerce informel des produits pétroliers engagée par les Autorités de ce pays.



ANNEXES

LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE

Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA

Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel à fin décembre 2012

Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires

Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires

Tableau 5 : Evolution des prix des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA

Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (WTI), Brent et Dubaï et des cours de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours de pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

Tableau 8 : Agrégats de Finances Publiques et indicateurs de convergence budgétaire à fin décembre 2012

Tableau 9 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties dans l'UEMOA à fin novembre 2012

Tableau 10 : Taux débiteurs des banques

Tableau 11 : Evolution du commerce extérieur de l'UEMOA au quatrième trimestre 2012

Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA (scénario central)

(en pourcentage)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Réalisations									
Décembre 2011	1,8	5,1	1,9	3,4	5,3	1,4	2,7	1,5	2,5
Janvier 2012	5,9	2,8	2,3	2,1	3,8	-0,6	1,5	1,4	2,3
<i>Février 2012</i>	6,3	4,2	2,0	3,1	6,1	-0,4	2,1	2,9	2,8
Mars 2012	7,4	4,6	0,6	2,2	6,6	0,1	2,7	2,1	2,5
Avril 2012	6,4	5,1	-3,9	1,9	7,2	0,9	2,1	2,0	0,6
Mai 2012	7,1	5,8	-1,2	1,7	8,2	2,4	0,6	3,3	1,8
Juin 2012	6,7	5,4	1,0	1,9	6,5	-0,1	0,2	2,0	2,1
Juillet 2012	6,0	4,7	1,7	1,6	5,1	0,6	0,3	2,5	2,3
Août 2012	5,7	4,5	1,9	2,6	5,1	-0,2	1,1	2,5	2,4
Septembre 2012	7,4	4,0	2,2	1,4	4,7	0,9	1,3	2,7	2,7
Octobre 2012	7,2	4,4	3,0	2,3	4,3	0,9	1,9	3,9	3,3
Novembre 2012	7,9	4,2	3,0	2,3	3,8	0,2	2,0	3,6	3,2
Décembre 2012	6,8	1,7	3,4	1,7	2,4	0,7	1,1	2,9	2,8
janvier-13	1,5	2,8	3,4	1,5	0,3	0,9	0,7	3,1	2,2
<i>février-13</i>	3,3	2,3	3,7	1,5	0,0	2,0	0,5	2,8	2,4
<i>mars-13</i>	3,2	2,6	4,0	2,0	0,3	2,4	0,6	3,2	2,7
Moyenne									
2008 (réalisations)	7,9	10,7	6,3	10,4	9,2	11,3	5,8	8,7	7,4
2009 (réalisations)	0,4	0,9	0,5	-2,8	2,4	0,5	-2,2	3,7	0,4
2010 (réalisations)	2,1	-0,6	1,7	2,2	1,2	0,9	1,2	1,5	1,4
2011 (réalisations)	2,7	2,8	4,9	5,1	3,0	2,9	3,4	3,6	3,9
2012 (réalisations)	6,7	3,8	1,3	2,1	5,3	0,5	1,4	2,6	2,4
<i>2013 (projections)</i>	2,8	2,4	2,6	2,7	3,1	2,4	2,0	2,5	2,5

Sources : INS, BCEAO.

Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel à fin décembre 2012

(en points de pourcentage)

Fonctions	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	2,2	0,6	1,5	0,9	0,3	2,1	0,7	1,5	1,3
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,1	0,5	0,0	0,3	0,0	-0,1	0,0	0,2
Logement	-0,1	0,0	0,4	0,1	0,6	-0,3	0,0	0,5	0,2
Ameublement	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,2	-0,1	0,0	0,0
Santé	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0
Transport	4,0	0,7	0,3	0,5	0,4	-0,9	0,0	0,6	0,6
Communication	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	-0,1	0,0	-0,2	0,0
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2
Restaurants et Hôtels	0,2	0,1	0,3	0,1	0,2	-0,4	0,5	0,3	0,2
Autres biens	0,3	0,0	0,1	0,0	0,2	0,1	0,0	0,2	0,1
Ensemble	6,8	1,7	3,4	1,7	2,4	0,7	1,1	2,9	2,8

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires

	Niveau de l'inflation en glissement annuel (en %)					Différentiel d'inflation en point de % (+) = défavorable et (-) = favorable			
	Ghana	Nigeria	Zone euro	USA	UEMOA	(UEMOA)-(Zone euro)	(UEMOA)-(USA)	(UEMOA)-(Nigeria)	(UEMOA)-(Ghana)
déc.-11	8,6	10,3	2,7	3,0	2,5	-0,2	-0,5	-7,8	-6,1
janv.-12	8,7	12,6	2,7	2,9	2,3	-0,4	-0,6	-10,3	-6,4
févr.-12	8,6	11,9	2,7	2,9	2,8	0,1	-0,1	-9,1	-5,8
mars-12	8,8	12,1	2,7	2,7	2,5	-0,2	-0,2	-9,6	-6,3
avr.-12	9,1	12,9	2,6	2,3	0,6	-2,0	-1,7	-12,3	-8,5
mai-12	9,3	12,7	2,4	1,7	1,8	-0,6	0,1	-10,9	-7,5
juin-12	9,4	12,9	2,4	1,7	2,1	-0,3	0,4	-10,8	-7,3
juil.-12	9,5	12,8	2,4	1,4	2,3	-0,1	0,9	-10,5	-7,2
août-12	9,5	11,7	2,6	1,7	2,4	-0,2	0,7	-9,3	-7,1
sept.-12	9,4	11,3	2,6	2,0	2,9	0,3	0,9	-8,4	-6,5
oct.-12	9,2	11,7	2,5	2,2	3,3	0,8	1,2	-8,4	-5,9
nov.-12	9,3	12,3	2,2	1,8	3,3	1,1	1,5	-9,0	-6,0
déc.-12	8,8	12,0	2,2	1,7	2,8	0,6	1,1	-9,2	-6,0

Sources : Instituts de Statistique, Banques Centrales.

Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires

(glissement annuel en %)

	Produits alimentaires	Blé	Arachide	Maïs	Riz	Lait	Sucre
décembre-11	-8,1	-13,4	36,4	7,7	8,2	-17,2	-6,6
janvier-12	-10,6	-15,8	18,5	2,8	2,4	-15,6	-10,9
février-12	-10,6	-20,2	17,8	-4,8	2,8	-11,1	-13,3
mars-12	-6,0	-11,2	13,0	-3,5	13,4	2,8	-5,9
avril-12	-8,5	-21,2	32,0	-12,9	17,1	13,5	-6,8
mai-12	-9,3	-25,6	-2,4	-12,7	22,4	18,3	-7,4
juin-12	-7,1	-15,6	-0,6	-14,1	17,0	18,5	-13,9
juillet-12	2,2	12,7	6,5	9,1	5,9	41,9	-17,9
août-12	1,9	5,7	-1,4	5,5	1,0	48,7	-21,1
septembre-12	3,6	12,6	-90,1	-39,5	-4,1	46,5	-21,1
octobre-12	7,8	23,9	-90,1	-33,8	-2,9	49,6	-21,4
novembre-12	7,7	28,5	-90,2	-33,7	-3,0	49,1	-22,9
décembre-12	10,4	29,3	-90,4	-30,9	-2,6	52,7	-20,2

Source : Fonds Monétaire International.

Tableau 5 : Evolution des prix des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA*(Prix moyens mensuels en FCFA par litre, sauf indications contraires)*

	déc.-11	janv.-12	févr.-12	mars-12	avr.-12	mai-12	juin-12	juil.-12	août-12	sept.-12	oct.-12	nov.-12	déc.-12	décembre 2012/ décembre 2011 (en %)
Bénin														
Essence super	570	570	570	590	610	610	590	560	595	640	640	600	580	1,8
Gazole	600	600	600	625	625	625	625	590	620	650	650	650	625	4,2
Burkina														
Essence super	682	682	682	682	732	732	732	730	730	730	730	730	730	7,1
Gazole	606	606	606	606	656	656	656	656	656	656	656	656	656	8,3
Côte d'Ivoire														
Essence super	774	774	774	774	774	774	774	774	774	774	774	774	774	0,0
Gazole	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	0,0
Guinée-Bissau														
Essence super	790	790	790	790	790	790	790	790	790	790	790	790	790	0,0
Gazole	725	725	725	725	725	725	725	725	725	725	725	725	725	0,0
Mali														
Essence super	670	670	670	670	695	705	705	705	705	705	705	705	705	5,2
Gazole	590	590	590	590	610	620	620	620	620	620	620	620	620	5,1
Niger														
Essence super	679	579	579	579	579	579	579	579	579	579	579	579	579	-14,7
Gazole	655	577	577	577	577	577	577	577	577	570	570	570	570	-13,0
Sénégal														
Essence super	858	850	850	850	850	850	850	847	847	847	889	889	889	3,6
Gazole	824	798	798	798	798	798	798	760	760	760	792	792	792	-3,9
Togo														
Essence super	595	595	595	595	595	595	595	595	595	595	595	595	595	0,0
Gazole	629	629	629	629	629	629	629	629	629	629	629	629	629	0,0

Source : BCEAO.

Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (moyenne WTI, BRENT, DUBAI)

	Cours du pétrole en dollars		Cours du dollar en FCFA		Cours du pétrole en FCFA		Cours de l'euro en dollar	
	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %
2010								
janvier	77,12	3,0	459,6	2,4	35 445,0	5,5	1,427	-2,3
février	74,76	-3,1	479,2	4,3	35 827,2	1,1	1,369	-4,1
mars	79,30	6,1	483,4	0,9	38 338,4	7,0	1,357	-0,9
avril	84,19	6,2	489,2	1,2	41 184,4	7,4	1,341	-1,2
mai	75,62	-10,2	522,0	6,7	39 476,5	-4,1	1,257	-6,3
juin	74,72	-1,2	537,3	2,9	40 148,6	1,7	1,221	-2,8
juillet	74,58	-0,2	514,5	-4,2	38 374,7	-4,4	1,275	4,4
août	75,82	1,7	508,7	-1,1	38 573,1	0,5	1,289	1,1
septembre	76,12	0,4	502,0	-1,3	38 210,2	-0,9	1,307	1,3
oct.	81,72	7,4	472,0	-6,0	38 570,7	0,94	1,390	6,4
nov.	84,53	3,4	479,9	1,7	40 568,4	5,18	1,367	-1,7
déc.	90,01	6,5	496,2	3,4	44 661,2	10,09	1,322	-3,3
Moyenne Janvier-déc.	79,04	28,0	495,3	4,9	39 114,9	35,46	1,327	-4,7
2011								
janvier	92,66	2,9	491,0	-1,0	45 495,9	1,9	1,336	1,1
février	95,95	3,5	480,6	-2,1	46 110,4	1,4	1,365	2,2
mars	107,18	11,7	468,6	-2,5	50 219,9	8,9	1,400	2,6
avril	114,53	6,9	453,8	-3,2	51 972,7	3,5	1,446	3,3
mai	105,76	-7,7	457,2	0,7	48 348,3	-7,0	1,435	-0,7
juin	102,19	-3,4	455,9	-0,3	46 585,7	-3,6	1,439	0,3
juillet	103,75	1,5	459,9	0,9	47 712,0	2,4	1,426	-0,9
août	94,08	-9,3	457,4	-0,5	43 033,6	-9,8	1,434	0,5
septembre	93,75	-0,4	475,6	4,0	44 588,7	3,6	1,379	-3,8
oct.	93,42	-0,4	478,6	0,6	44 707,1	0,3	1,371	-0,6
nov.	101,29	8,4	484,0	1,1	49 024,4	9,7	1,356	-1,1
déc.	106,80	5,4	499,8	3,3	53 369,0	8,9	1,313	-3,2
Moyenne Janvier-déc.	100,95	27,7	471,9	-4,7	47 597,3	21,7	1,392	4,9
2012								
janvier	103,91	2,4	508,3	2,0	52 819,1	4,5	1,291	-2,0
février	107,87	3,8	496,3	-2,4	53 531,0	1,3	1,322	2,4
mars	112,24	4,1	496,9	0,1	55 776,7	4,2	1,320	-0,1
avril	109,16	-2,7	498,7	0,3	54 432,0	-2,4	1,316	-0,3
mai	99,71	-8,7	512,3	2,7	51 085,0	-6,1	1,281	-2,6
juin	86,98	-12,8	523,7	2,2	45 551,1	-10,8	1,253	-2,2
juillet	92,74	6,6	533,9	1,9	49 508,9	8,7	1,229	-1,9
août	100,05	7,9	529,0	-0,9	52 931,1	6,9	1,240	0,9
septembre	100,70	0,7	510,3	-3,5	51 391,7	-2,9	1,286	3,7
octobre	96,64	-4,0	505,6	-0,9	48 860,6	-4,9	1,297	0,9
novembre	94,23	-2,5	511,6	1,2	48 206,4	-1,3	1,282	-1,2
décembre	95,08	0,9	499,7	-2,3	47 507,5	-1,4	1,313	2,4
Moyenne Janvier-déc.	99,94	-1,0	510,5	8,2	50 966,8	7,1	1,286	-7,6

Sources : BCEAO, Reuters.

Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours du pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

(en pourcentage)

	Cours du pétrole en dollars	Cours du pétrole en FCFA	Cours de l'euro en dollar
2010			
janvier	70,0	57,7	7,8
février	78,1	66,4	7,1
mars	67,5	60,2	4,5
avril	64,8	62,2	1,6
mai	27,5	38,3	-7,8
juin	8,5	24,5	-12,9
juillet	16,7	28,9	-9,5
août	6,5	17,8	-9,6
septembre	9,9	22,5	-10,3
oct.	8,4	15,6	-6,2
nov.	7,6	17,4	-8,4
déc.	18,3	30,8	-9,5
Moyenne 2009	32,0	36,9	-4,4
2011			
janvier	15,7	23,6	-6,4
février	20,7	21,0	-0,3
mars	27,2	23,3	3,2
avril	28,8	19,5	7,8
mai	32,6	16,1	14,2
juin	26,7	7,5	17,9
juillet	27,5	13,9	11,9
août	12,2	0,9	11,2
septembre	11,8	6,1	5,4
octobre	4,6	6,1	-1,4
novembre	14,4	15,6	-0,8
décembre	13,7	14,5	-0,7
Moyenne 2011	19,7	14,0	5,2
2012			
janvier	10,4	14,3	-3,4
février	11,1	14,7	-3,1
mars	2,7	8,9	-5,7
avril	-6,2	3,1	-9,0
mai	-6,5	4,8	-10,7
juin	-14,6	-1,9	-12,9
juillet	-9,6	4,9	-13,9
août	9,0	26,1	-13,5
septembre	10,7	18,6	-6,6
octobre	4,0	9,8	-5,3
novembre	-10,1	-5,2	-5,4
décembre	-10,1	-9,8	-0,3
Moyenne janvier- septembre	-0,8	7,4	-7,5

Tableau 8 : Agrégats de Finances Publiques et indicateurs de convergence budgétaire à fin décembre 2012

(En milliards de FCFA)

RUBRIQUES	BENIN	BURKINA	C. D'IVOIRE	G. BISSAU	MALI	NIGER	SENEGAL	TOGO	UEMOA
RECETTES ET DONDS (en mds)	796,3	1 153,7	2 617,2	65,9	934,4	867,1	1 612,7	432,5	8 479,9
RECETTES TOTALES	721,3	924,1	2 536,0	46,0	921,5	653,1	1 433,1	361,1	7 596,3
* Recettes fiscales	597,3	825,5	2 210,2	38,9	769,2	601,7	1 322,2	324,1	6 689,2
* Recettes non fiscales	124,0	98,5	325,8	7,1	51,3	39,6	70,9	37,0	754,1
* Autres recettes	0,0	0,1	0,0	0,0	101,0	11,8	40,0	0,0	153,0
DONS	75,0	229,6	81,2	19,9	12,9	214,0	179,6	71,4	883,6
DEPENSES ET PRÊTS NETS	815,7	1 184,9	3 010,3	78,3	938,2	955,2	2 020,4	523,1	9 526,3
DEPENSES TOTALES	809,8	1 179,7	3 011,8	78,3	934,5	955,2	2 034,8	523,1	9 527,3
DEPENSES COURANTES	592,5	704,5	2 329,7	62,7	679,4	541,6	1 238,9	302,9	6 452,2
* Masse salariale	279,4	301,5	934,7	24,1	277,1	171,0	460,8	108,7	2 557,2
* Intérêts sur la dette	23,1	36,8	235,5	0,2	26,1	8,4	112,0	17,2	459,4
DEPENSES EN CAPITAL	217,3	475,2	615,8	15,6	134,2	413,6	795,9	220,3	2 888,0
dont investissement sur ressources internes	129,6	312,2	510,3	0,6	102,1	218,0	492,4	106,6	1 871,8
AUTRES DEPENSES	0,0	0,0	0,0	0,0	121,0	0,0	0,0	0,0	121,0
PRÊTS NETS	6,0	5,3	-1,5	0,0	3,7	0,0	-14,4	0,0	-1,0
SOLDE PRIMAIRE DE BASE	22,4	-55,9	-68,5	-16,5	166,1	-98,1	-186,2	-31,1	-268,3
SOLDE GLOBAL (base ordon.)(dons compris)	-19,5	-31,3	-393,0	-12,4	-3,8	-88,1	-407,7	-90,6	-1 046,4
SOLDE GLOBAL (base ordon.)(hors dons)	-94,4	-260,9	-474,3	-32,3	-16,7	-302,1	-587,3	-162,0	-1 930,0
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE	-0,8	-92,6	-304,1	-17,3	140,0	-106,5	-298,2	-48,3	-727,7
INDICATEURS DE CONVERGENCE BUDGETAIRE									
* Masse salariale/recettes fiscales	46,8%	36,5%	42,3%	62,0%	36,0%	28,4%	34,9%	33,5%	38,2%
* Variation nette des arriérés intérieurs	0,0	-41,0	0,0	2,4	-18,6	-28,5	0,0	-17,0	-102,7
* Variation nette des arriérés extérieurs	0,0	0,0	-153,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-153,0
* Invest. sur ress. intér./recettes fiscales	21,7%	37,8%	23,1%	1,5%	13,3%	36,2%	37,2%	32,9%	28,0%
* Solde primaire de base/recettes fiscales	3,7%	-6,8%	-3,1%	-42,4%	21,6%	-16,3%	-14,1%	-9,6%	-4,0%
* Solde budgétaire de base /PIB	0,0%	-1,7%	-2,4%	-3,6%	2,7%	-3,0%	-4,1%	-2,6%	-1,8%

Tableau 9 : Evolution de la masse monétaire dans l'UMOA et de ses contreparties au quatrième trimestre 2012

	Stock					Variation trimestrielle (%)				Glissement annuel (%)			
	décembre 11	mars 12	juin 12	septembre 12	novembre 12	1er T 2012	2e T 2012	3e T 2012	4e T 2012	1er T 2012	2e T 2012	3e T 2012	4e T 2012
Masse monétaire	13 663 891,8	13 592 424,4	13 904 405,0	13 915 660,2	14 202 107,1	-0,5	2,3	0,1	2,1	9,8	9,6	8,2	8,2
Disponibilité monétaire	9 117 565,8	8 937 324,4	9 135 917,0	9 001 565,2	9 208 595,1	-2,0	2,2	-1,5	2,3	10,5	9,9	7,0	7,3
Circulation fiduciaire	3 675 768,5	3 546 068,3	3 593 206,4	3 468 387,8	3 677 432,5	-3,5	1,3	-3,5	6,0	2,9	5,8	7,3	7,3
Dépôts en CCP	32 420,9	33 387,3	33 664,5	35 046,8	35 269,9	3,0	0,8	4,1	0,6	11,0	75,8	-0,5	-7,8
Dépôt en CNE	79 362,9	79 413,7	79 413,7	76 490,3	0,0	0,1	0,0	-3,7	-100,0	7,7	4,3	-3,7	-100,0
Dépôts à vue en banque	5 330 013,5	5 278 455,1	5 429 632,4	5 421 640,3	5 495 892,7	-1,0	2,9	-0,1	1,4	16,3	12,5	7,0	9,2
SODE-EPIC	718 685,8	725 851,6	788 487,3	760 567,2	773 086,8	1,0	8,6	-3,5	1,6	41,5	24,6	5,2	26,6
Particuliers et entreprises privées	4 611 327,7	4 552 603,5	4 641 145,1	4 661 073,1	4 722 805,9	-1,3	1,9	0,4	1,3	13,0	10,7	7,3	6,8
Dépôts à terme en banque	4 546 326,0	4 655 100,0	4 768 488,0	4 914 095,0	4 993 512,0	2,4	2,4	3,1	1,6	8,7	9,2	10,5	9,7
SODE-EPIC	321 389,0	347 143,0	371 690,0	419 026,0	419 132,0	8,0	7,1	12,7	0,0	12,5	13,7	28,1	30,0
Particuliers et entreprises privées	4 224 937,0	4 307 957,0	4 396 798,0	4 495 069,0	4 574 380,0	2,0	2,1	2,2	1,8	8,4	8,8	9,1	8,1
Autres postes nets	2 300 571,1	2 440 097,6	2 251 916,4	2 371 214,4	2 482 747,9	6,1	-7,7	5,3	4,7	18,2	5,3	0,1	2,5
Passif	15964462,9	16 032 522,0	16 156 321,4	16 286 874,6	16 684 855,0	0,4	0,8	0,8	2,4	11,0	9,0	6,9	7,3
CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE													
	Stock					Variation mensuelle (%)				Glissement annuel (%)			
	décembre 11	mars 12	juin 12	septembre 12	novembre 12	1er T 2012	2e T 2012	3e T 2012	4e T 2012	1er T 2012	2e T 2012	3e T 2012	4e T 2012
Avoirs Extérieurs Nets	5 820 411,6	5 739 352,2	5 323 343,7	5 209 666,0	5 261 058,5	-1,4	-7,2	-2,1	1,0	6,8	-7,3	-11,5	-10,5
Banque Centrale	5 903 943,6	5 711 470,2	5 449 139,7	5 289 455,0	5 255 574,6	-3,3	-4,6	-2,9	-0,6	5,4	-5,4	-11,1	-10,8
Banques	-83 532,0	27 882,0	-125 796,0	-79 789,0	5 483,9	-133,4	-551,2	-36,6	-106,9	-162,3	643,1	37,0	-134,9
Crédit intérieur	10 144 051,3	10 293 169,8	10 832 977,7	11 077 208,6	11 423 796,5	1,5	5,2	2,3	3,1	13,5	19,3	18,6	18,1
Position Nette du Gouvernement	2 330 352,2	2 528 467,8	2 674 932,4	2 738 539,8	2 823 049,7	8,5	5,8	2,4	3,1	10,5	35,1	25,0	24,5
Crédit à l'économie	7 813 699,1	7 764 702,0	8 158 045,3	8 338 668,8	8 600 746,8	-0,6	5,1	2,2	3,1	14,6	14,9	16,6	16,1
Court terme	4 664 625,1	4 553 990,0	4 832 170,3	4 872 458,8	5 009 808,8	-2,4	6,1	0,8	2,8	14,9	13,9	16,2	13,6
dont crédit de campagne	164 638,0	194 222,0	164 331,0	158 529,0	200 046,0	18,0	-15,4	-3,5	26,2	0,8	-11,1	71,4	71,5
Moyen et long terme	3 149 074,0	3 210 712,0	3 325 875,0	3 466 210,0	3 590 938,0	2,0	3,6	4,2	3,6	14,1	16,4	17,3	19,7
Actif	15 964 462,9	16 032 522,0	16 156 321,4	16 286 874,6	16 684 855,0	0,4	0,8	0,8	2,4	11,0	9,0	6,9	7,3

Source : BCEAO

TABLEAU 10 : TAUX DEBITEURS DES BANQUES

	Moy.09	Moy.10	Moy.11	Moy.12	janv.-12	févr.-12	mars-12	avr.-12	mai-12	juin-12	juil.-12	août-12	sept.-12	oct.-12	nov-12*	déc-12*
Crédits bancaires mis en place																
- Volume (en milliards de FCFA)	421,9	472,4	499,7	605,5	464,3	511,9	644,2	571,6	589,9	620,4	629,2	714,3	574,6	612,6	673,7	659,5
Court terme	317,3	350,6	350,6	445,4	328,8	394,6	469,8	419,2	432,7	474,1	446,2	514,6	451,4	434,0	505,0	474,1
Moyen et long terme	104,7	121,8	149,1	160,1	135,5	117,3	174,4	152,3	157,2	146,3	183,1	199,7	123,2	178,6	168,7	185,4
Secteur privé	387,6	443,6	472,0	566,8	434,2	474,7	584,7	516,6	555,0	602,2	558,2	694,9	549,2	589,0	623,7	618,8
(A) - Taux d'intérêt moyen (%)	8,59	8,39	8,52	8,00	8,40	8,02	8,17	7,93	7,69	7,96	8,15	8,02	7,94	8,06	7,89	7,82
(Hors personnel de banque)	8,62	8,42	8,55	8,08	8,43	8,11	8,22	7,99	7,86	8,02	8,25	8,07	8,04	8,12	7,97	7,89
Court terme	8,07	7,83	7,81	7,84	7,89	7,83	8,01	8,01	8,02	7,81	7,79	7,66	7,69	7,73	7,77	7,85
Moyen et long terme	10,19	10,04	9,96	9,86	9,63	9,98	9,89	9,81	9,86	9,55	9,86	9,76	9,98	9,95	10,06	9,98
Secteur privé	8,66	8,45	8,45	8,45	8,47	8,45	8,54	8,52	8,61	8,39	8,45	8,31	8,36	8,36	8,44	8,50
- Durée moyenne des crédits (mois)	17,28	18,10	19,50	20,81	21,30	17,45	19,70	19,26	20,05	19,74	22,89	23,30	17,59	23,52	21,04	23,92
Nouveaux dépôts bancaires																
- Volume (en milliards de FCFA)	259,1	363,2	383,4	510,8	540,6	520,5	465,8	360,3	528,5	500,2	634,2	523,7	420,4	514,8	553,4	567,5
Court terme	71,8	276,2	282,2	390,4	438,0	426,6	381,4	284,0	436,0	392,5	502,5	369,6	294,4	388,5	378,4	393,0
Autres dépôts	53,4	87,0	101,1	120,4	102,6	93,9	84,4	76,4	92,5	107,7	131,8	154,1	126,0	126,3	174,9	174,5
Secteur privé	5,1	288,4	306,5	412,6	431,3	440,2	351,3	296,2	434,6	435,9	515,8	405,4	332,2	385,6	459,6	462,8
(B) - Taux d'intérêt moyen (%)	5,00	5,11	5,25	4,99	4,94	5,01	5,21	5,16	4,80	4,75	4,96	5,07	5,02	5,23	4,83	4,89
Court terme	5,53	5,04	5,09	4,90	4,83	4,91	5,16	5,18	4,71	4,57	4,79	4,88	4,75	5,14	4,91	4,94
Secteur privé	4,97	5,09	5,24	4,94	4,87	4,97	5,25	5,23	4,73	4,71	4,85	5,01	4,93	5,09	4,76	4,84
- Durée moyenne des dépôts (mois)	25,2	19,4	19,2	15,27	13,41	14,05	12,09	14,64	12,85	14,21	15,85	17,10	17,86	16,44	17,10	17,68
(A-B) Marge moyenne d'intérêt (%)	3,6	3,3	3,3	3,0	3,5	3,0	3,0	2,8	2,9	3,2	3,2	2,9	2,9	2,8	3,1	2,9

* : données provisoires

Tableau 11 : Commerce extérieur de l'UEMOA au titre du quatrième trimestre 2012

Exportations

EXPORTATIONS	Quatrième trimestre 2011		Troisième trimestre 2012*		Quatrième trimestre 2012**		Variation Trimestrielle (%)		Variation Annuelle(%)	
	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Produits du cacao	283 237,7	334,0	191 197,0	216,5	235 393,2	253,6	23,1	17,2	-16,9	-24,1
Produits du café	18 742,3	19,4	43 803,1	40,9	25 280,8	21,6	-42,3	-47,1	34,9	11,6
Produits du coton	95 351,8	160,6	93 955,8	177,3	99 153,5	192,7	5,5	8,7	4,0	20,0
Produits de l'anarcade	230 476,6	94,7	301 956,2	105,7	243 389,0	97,2	-19,4	-8,0	5,6	2,6
Or et métaux précieux	42,7	631,8	43,5	698,2	45,9	737,5	5,5	5,6	7,3	16,7
Uranium	1 026,9	72,4	1 224,9	89,4	1 255,5	91,7	2,5	2,5	22,3	26,5
Produits pétroliers	1 302 226,3	574,2	1 421 083,1	674,9	1 438 442,9	704,7	1,2	4,4	10,5	22,7
Caoutchouc	80 885,6	138,6	78 506,7	120,6	76 073,6	116,5	-3,1	-3,4	-5,9	-15,9
Produits divers	2 833 452,1	837,9	2 843 397,2	839,4	2 951 587,9	893,5	3,8	6,4	4,2	6,6
TOTAL	4 845 442,0	2 863,7	4 975 167,5	2 962,8	5 070 622,3	3 109,2	1,9	4,9	4,6	8,6

(*) Estimation des données du Burkina, de la Côte d'Ivoire et du Niger

(**) Estimation des données du Burkina, de la Côte d'Ivoire, du Niger et du Togo

Sources : BCEAO, INS, DOUANE

Importations

IMPORTATIONS	Troisième trimestre 2011		Deuxième trimestre 2012*		Troisième trimestre 2012**		Variation Trimestrielle (%)		Variation Annuelle(%)	
	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Produits alimentaires	2 125 380,9	694,6	2 265 345,6	727,1	2 446 920,9	748,1	8,0	2,9	15,1	7,7
Biens de consommation courante	60 385,0	178,1	62 660,4	184,4	67 141,3	215,7	7,2	17,0	11,2	21,2
Produits énergétiques	2 979 434,4	1 010,4	3 044 031,9	1 043,2	2 944 973,1	993,1	-3,3	-4,8	-1,2	-1,7
Biens intermédiaires	3 385 472,2	848,0	3 596 469,0	858,7	3 815 628,3	928,2	6,1	8,1	12,7	9,5
Biens d'équipement	270 990,5	680,5	298 277,5	793,6	313 722,9	845,8	5,2	6,6	15,8	24,3
Produits divers	513 538,2	373,9	536 985,3	350,0	618 748,6	448,5	15,2	28,1	20,5	19,9
TOTAL CAF	9 335 201,2	3 785,3	9 803 769,5	3 956,9	10 207 135,1	4 179,4	4,1	5,6	9,3	10,4
TOTAL FOB (***)		3 217,5		3 363,4		3 552,5		5,6		10,4

(*) Estimation des données du Burkina, de la Côte d'Ivoire et du Niger

(**) Estimation des données du Burkina, de la Côte d'Ivoire, du Niger et du Togo

(***) Les importations étant en valeur CAF, elles ont été ajustées de -15% pour en déduire le fret et l'assurance.

Ce taux de 15% correspond au niveau moyen estimé à partir des taux en valeur CAF pour obtenir le montant en valeur FOB.

Sources : BCEAO, INS, DOUANE



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int